ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 27 mai 1999, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "coordonnant les dispositions du Titre III, certaines dispositions du Chapitre 10 du Titre I et les annexes à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, ainsi que les dispositions de la loi du 30 juillet 1979 relatives aux radiocommunications", a donné le 22 mai 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 27 mei 1999 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot coördinatie van de bepalingen van Titel III, sommige bepalingen van Hoofdstuk 10 van Titel I en de bijlagen bij de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, alsook de bepalingen van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving", heeft op 22 mei 2000, het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Dans le projet d'arrêté soumis pour avis, le Roi fait usage du pouvoir de coordination qui Lui est conféré par l'article 119 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (1).

Selon l'alinéa 2, 3°, de cet article le Roi peut :

> "modifier la rédaction des dispositions (de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et celles de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications) à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions, sauf dans la mesure nécessaire à la mise en oeuvre des directives visées à l'article 122 de la présente loi.".

Compte tenu de la finale de cette disposition, le pouvoir accordé au Roi doit être compris comme incluant celui de modifier la rédaction de dispositions existantes en vue de la transposition des directives communautaires.

Certaines corrections de textes auxquelles il est procédé dans la coordination en projet ne s'inscrivent cependant pas dans le cadre de l'habilitation ainsi largement comprise. Ces corrections seront signalées dans les observations particulières sous les articles 54, 55 et 93 de la coordination.

---

(1) Si la demande d'avis date du 10 mai 1999, il échet d'observer que l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications du 6 avril 1999 n'était pas jointe. Il a été transmis à la section de législation du Conseil d'Etat le 1er septembre 1999. La demande d'avis a été confirmée par le Ministre des Télécommunications du nouveau Gouvernement le 22 septembre 1999.

Les textes corrigés devraient en principe être omis de la coordination; ils pourraient toutefois être repris dans la loi de confirmation de la coordination sous la forme de dispositions particulières.

2. La coordination en projet intègre notamment les modifications apportées à la loi du 21 mars 1991 précitée par :

1° l'arrêté royal du 4 mars 1999 adaptant certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques aux directives de l'Union européenne et modifiant certaines dispositions de cette loi relatives au service universel (1).

2° l'arrêté royal du 9 juin 1999 transposant les obligations découlant de la directive 97/67/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant des règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité du service (2).

Par ailleurs, après que la demande d'avis relative à la coordination en projet a été adressée à la section de

---

(1) Publié au Moniteur belge du 14 avril 1999.

(2) Publié au Moniteur belge du 18 août 1999, Ed. 2.

législation du Conseil d'Etat, des arrêtés ont été adoptés modifiant la loi du 30 juillet 1979 ou celle du 21 mars 1991 précitées, lesquels, bien entendu, n'ont pas été intégrés dans la coordination. Il s'agit des arrêtés suivants :

1° l'arrêté royal du 6 novembre 1999 "portant modification de l'article 105bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques" (qui a fait l'objet de la demande d'avis L. 29.573/4, reçue le 28 septembre 1999);

2° l'arrêté royal du 21 décembre 1999 "adaptant certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques aux directives de l'Union européenne et modifiant certaines dispositions de cette loi relatives au service universel" (qui a fait l'objet de la demande d'avis L. 29.608/4, reçue le 18 octobre 1999);

3° l'arrêté royal du 23 décembre 1999 "adaptant les articles 1er et 4 de l'annexe 2 à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques à la directive 97/33/CE" (qui a fait l'objet de la demande d'avis L. 29.710/4, reçue le 9 décembre 1999).

Il importe que la coordination contienne toutes ces modifications (1). Comme cependant en vertu de l'article 122, § 3, de la loi du 21 mars 1991 précitée, le maintien en vigueur des arrêtés précités, dépend de leur confirmation par le législateur dans les quinze mois de leur publication au Moniteur belge, le risque existe que, faute de confirmation en temps utile, l'oeuvre de coordination se désagrège.

Afin d'éviter cet écueil, la section de législation recommande qu'interviennent en même temps et la loi portant confirmation de la coordination et celle portant confirmation de tous les arrêtés précités.

Pour le cas où de nouvelles modifications devraient encore intervenir avant l'adoption de la loi de confirmation de la codification, il est suggéré de procéder par voie d'amendements en vue d'y intégrer ces nouvelles modifications.

3. L'article 119 précité de la loi du 21 mars 1991 précise que doit figurer dans la coordination, outre la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, "les

---

(1) Sont concernés par les modifications apportées par les arrêtés royaux des 6 novembre, 21 et 23 décembre 1999, les articles 68, 87, 89, 92bis, 105bis, 105nonies, 106, 109, 109bis, 109terD, ainsi que les articles 9 de l'annexe 1 et 1er et 4 de l'annexe 2 de la loi du 21 mars 1991 précitée (dispositions qui correspondent aux articles 1er, 6, 22, 23, 43, 46, 47, 55, 64, 67, 98 et 116 de la coordination en projet).

dispositions de la présente loi qui concernent les télécommunications".

La question se pose de savoir ce qu'il y a lieu d'entendre par "les dispositions qui concernent les télécommunications".

Il s'agit, sans conteste, à tout le moins du titre III, intitulé "Les télécommunications", et des annexes 1 à 3, même si toutes les dispositions de ce titre ne concernent pas exclusivement les télécommunications. Tel est le cas des dispositions organiques de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. Mieux vaut en effet reprendre ces dispositions dans le présent code en projet, plutôt que de les laisser isolées dans un titre de loi qui aurait perdu toute autre substance.

Certaines dispositions de ce titre ne doivent toutefois pas être reprises dans la coordination pour les raisons invoquées ci-dessous dans l'observation n° 4 : il s'agit des articles 119 et 123 à 128 inclus dans les articles visés au 1° de l'article 1er du projet d'arrêté royal.

Par ailleurs, le 2° du même article du projet dispose que sont coordonnés "dans la mesure où ils s'appliquent aux télécommunications, les articles 43bis, 44, 44bis, 44ter, 45bis, 46 et 46bis de la loi du 21 mars 1991 ...".

Les articles 43bis, 45bis et 46bis sont spécifiques au service de médiation des télécommunications et doivent donc être inclus dans la coordination.

Quant aux articles 44, 44bis, 44ter et 46, ils régissent tant le service de médiation des télécommunications que les services de médiation créés auprès des entreprises publiques autonomes autres que BELGACOM par l'article 43 de la même loi.

Il est suggéré de reprendre le dispositif de ces articles dans la coordination. Cette solution présente en effet l'avantage d'assurer le caractère complet de la coordination.

En conclusion, on visera sous le 1° de l'article 1er du projet les articles 43bis, 45bis, 46bis, 68 à 118 et 120 à 122 de la loi du 21 mars 1991 ainsi que les annexes 1 à 3 à cette loi qui figurent actuellement sous le 3° et on visera sous le 2°, les articles 44, 44bis, 44ter et 46 de la loi du 21 mars 1991 "dans la mesure où ils s'appliquent aux télécommunications" (1).

4. Le projet de coordination soumis pour avis comporte quelques erreurs de méthode, qui traduisent une mauvaise compréhension de la nature même d'une coordination ou d'une codification.

Un arrêté royal coordonnant des dispositions législatives n'a, en principe, pas pour objet de faire disparaître les dispositions légales originelles.

---

(1) Le 1° et le 2° deviennent le 2° et le 3° à la suite de l'observation particulière formulée sous l'article 1er de l'arrêté de coordination en projet.

Celles-ci subsistent en tant que normes légales, mais, pour reprendre l'expression de Christian LAMBOTTE (1), elles "vivent d'une manière particulière, sous une forme végétative, si l'on peut dire".

Les textes originels ne subsistent en effet que sous la forme de l'arrêté qui les coordonne. Seul le texte coordonné fera l'objet ultérieurement de modifications ou d'abrogations totales ou partielles, sans que ces abrogations ne puissent avoir pour effet de faire revivre les textes sous leur forme originelle. Les références faites par d'autres lois ou arrêtés d'exécution aux textes originels seront censées être faites à la coordination.

Aussi est-ce un contresens de faire référence, dans un texte coordonné, aux dispositions légales que le projet a précisément pour objet de coordonner. Le projet commet à plusieurs reprises cette erreur en renvoyant expressément aux dispositions à coordonner de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et à la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications (2).

Par ailleurs, il n'y a pas lieu de reprendre dans une coordination des dispositions qui ont épuisé leurs effets. Tel est le cas des dispositions abrogatoires, de celles habilitant le Roi à fixer l'entrée en vigueur d'une

---

(1) C. LAMBOTTE, "Technique législative et codification", Story-Scientia, 1988, p. 188.

(2) Tel est le cas des articles 137, alinéa 2, et 143, § 1er, alinéa 1er, de la coordination.

loi, lorsque tous les articles de cette loi sont effectivement entrés en vigueur, ou des dispositions transitoires qui ne sont plus d'application (1).

Il en va de même, bien évidemment, pour la disposition qui sert de fondement légal au projet de coordination (2).

Ne doivent pas non plus figurer dans une coordination des dispositions modificatives de lois autres que celles faisant l'objet de la coordination (3).

5. Les articles 33, 38 et 39 de la coordination en projet correspondent aux articles 3, 10 et 11, alinéas 2 et 3, de la loi du 30 juillet 1979, tels qu'ils ont été modifiés par les lois du 22 décembre 1989 et du 15 mars 1994.

---

(1) Il s'agit de l'article 141 (article 74 de la loi du 21 mars 1991), de l'article 170 (article 123 de la loi du 21 mars 1991), de l'article 172 (article 99 de la loi du 17 décembre 1997 modifiant la loi du 21 mars 1991), de l'article 173, des articles 174, 175 (articles 17 et 18 de la loi du 30 juillet 1979), de l'article 176 (article 18 de l'annexe 1 à la loi du 21 mars 1991) et l'article 177 (article 19 de la loi du 30 juillet 1979).

(2) Il s'agit de l'article 167 correspondant à l'article 119 de la loi du 21 mars 1991.

(3) Il s'agit des articles 171 et 175, qui correspondent aux articles 127 de la loi du 21 mars 1991 et 18 de la loi du 30 juillet 1979.

Ils ne tiennent pas compte de l'arrêt n° 1/91, du 7 février 1991, de la Cour d'arbitrage, qui a partiellement annulé ces dispositions (1).

Le dispositif de cet arrêt est rédigé comme suit :

"La Cour [...] annule :

1. l'article 3 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, dans la mesure où il habilite, sans respecter les limites indiquées sous B.5. et B.8., l'autorité nationale à édicter les normes relatives aux émissions de radios privées et en ce qu'il désigne cette autorité comme l'autorité compétente pour octroyer les autorisations d'exploitation de telles radios;

2. l'article 10 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, dans la mesure où la généralité de l'habilitation faite au Roi en son alinéa premier permet à l'autorité nationale de régler la matière de la radiodiffusion au-delà de sa compétence telle qu'elle est précisée sous B.5.;

3. [...] (2) les alinéas 2 et 3 de l'article 11 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications tel qu'il a été modifié par l'article 338 de la loi-programme du 22 décembre 1989 dans la mesure où ils se rapportent aux services privés de radiodiffusion.".

---

(1) Arrêt C.A. n° 1/91, publié au Moniteur belge du 28 février 1991.

(2) La partie non citée du dispositif est ainsi rédigée : "l'article 11 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications avant sa modification par l'article 338 de la loi-programme du 22 décembre 1989 et". Ce texte n'étant plus en vigueur actuellement, cette annulation n'est plus pertinente.

Les paragraphes B.5 et B.8 de cet arrêt, auxquels il est renvoyé par le dispositif, et les paragraphes B.9, alinéa 2, et B.11, dernier alinéa, qui fondent la motivation des points 2 et 3 du dispositif, sont ainsi rédigés :

"B.5. Les dispositions précitées (1) ont transféré aux Communautés l'ensemble de la matière de la radiodiffusion et de la télévision, sous réserve de l'exception prévue par le législateur spécial.

Cependant, pour permettre l'intégration de chacune des ondes radioélectriques dans le réseau de toutes celles qui sont émises sur le territoire national et afin d'éviter les perturbations mutuelles, il revient à l'autorité nationale d'assurer la police générale des ondes radioélectriques.

Cette mission inclut la compétence d'élaborer les normes techniques relatives, et à l'attribution des fréquences, et à la puissance des émetteurs qui doivent rester communes pour l'ensemble des radiocommunications quelle que soit leur destination, ainsi que la compétence d'organiser un contrôle technique et d'assurer par la voie répressive le respect desdites normes.

Toutefois, l'exercice de cette compétence doit être réglé de façon telle qu'il ne porte pas atteinte à la compétence des Communautés auxquelles est en principe confiée - comme il est établi ci-dessus - la matière de la radiodiffusion. Cette dernière compétence inclut la compétence, dans le respect des normes techniques nationales, de régler les aspects techniques qui sont spécifiques à la matière de la radiodiffusion et d'attribuer les fréquences. En outre, les Communautés peuvent appliquer toutes les normes techniques, y compris les normes nationales, dans l'exercice de leur compétence d'autorisation ou d'agrément.

---

(1) Il s'agit de l'article 4, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et de l'article 4, § 1er, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone.

Il appartient aux autorités exerçant des compétences complémentaires d'apprécier l'opportunité de faire usage de l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée le 8 août 1988 qui dispose en son paragraphe premier que 'l'Etat, les Communautés et les Régions peuvent conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la création et la gestion conjointe de services et institutions communs, sur l'exercice conjoint de compétences propres, ou sur le développement d'initiatives en commun'.".

"B.8. Même si l'on tient compte de cette modification implicite (1), les dispositions de l'article 3 ne sont pas conformes aux règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat et des Communautés, dans l'interprétation qui en a été donnée ci-dessus (2).

Selon celle-ci, et dans les limites précisées sous B.5, la matière des radios privées est attribuée aux Communautés; dès lors, c'est à elles seules et non à l'autorité nationale qu'il appartient d'octroyer les autorisations ou les agréments en la matière, sous réserve du respect par les Communautés des normes nationales et de la compétence qui revient à l'autorité nationale d'assurer le respect des normes techniques qu'elle a édictées conformément à ce qui a été précisé sous B.5 et B.6.

L'article 3 de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications viole les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions, dans la mesure où il habilite sans limite l'autorité nationale à édicter les normes relatives aux émissions de radios privées et en ce qu'il désigne cette autorité comme l'autorité compétente pour octroyer les autorisations d'exploitation de telles radios.".

---

(1) Il s'agit de la modification de l'article 3, § 5, de la loi précitée du 30 juillet 1979 résultant de ce que, selon la considération émise par la Cour au paragraphe B.7 de l'arrêt, les mots "ministres ayant la radiodiffusion dans leurs attributions" doivent y être lus comme suit : "Exécutifs des Communautés".

(2) C'est-à-dire au paragraphe B.5.

"B.9. alinéa 2 : L'article 10 de la loi du 30 juillet 1979 dont les deux alinéas sont indissociables viole les règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions dans la mesure où la généralité de l'habilitation faite au Roi en son alinéa premier permet à l'autorité nationale de régler la matière de la radiodiffusion au-delà de la compétence qui lui est réservée, conformément à ce qui a été précisé sous B.5.".

"B.11. dernier alinéa : Les alinéas 2 et 3 de l'article 11 de la loi du 30 juillet 1979 tel qu'il a été modifié par l'article 338 de la loi-programme du 22 décembre 1989 sont entachés d'excès de compétence dans la mesure où ils se rapportent aux services privés de radiodiffusion.".

En vertu de l'article 9, § 1er, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, "les arrêts d'annulation rendus par la Cour d'arbitrage ont l'autorité absolue de la chose jugée à partir de leur publication au Moniteur belge.".

Il en résulte que, sous la réserve de l'hypothèse non rencontrée en l'espèce des arrêts qui, sur la base de l'article 8, alinéa 2, de cette loi, ont indiqué les effets des dispositions annulées comme définitifs ou maintenus provisoirement, les normes annulées par la Cour sont censées n'avoir eu aucune existence juridique.

Cette situation doit nécessairement se refléter dans un texte de coordination, qui reproduit les dispositions coordonnées dans l'état dans lequel elles font aujourd'hui partie du droit positif.

Ces principes ne souffrent aucune exception, même lorsque, comme en l'espèce, l'annulation n'étant pas pure et simple, le texte en cause ne subsiste que "dans la mesure" précisée par l'arrêt.

La disposition doit donc faire l'objet d'une rédaction nouvelle qui, certes, peut être assez difficile à élaborer car il s'agit d'identifier quelle est encore exactement la règle en vigueur depuis qu'elle a été partiellement annulée.

Cette difficulté justifie que le législateur prête une attention particulière à cette rédaction nouvelle. L'exposé des motifs de la loi de confirmation y pourvoira.

La rédaction suivante des articles 33, 38 et 39 de la coordination, correspondant aux articles 3, 10 et 11, alinéas 2 et 3, de la loi du 30 juillet 1979, est suggérée, les ajouts et les modifications par rapport au texte actuel étant marqués en caractère italique et expliqués par une note infrapaginale :

Art. 33 de la coordination (art. 3 actuel) :

> "§ 1er. Nul ne peut, dans le Royaume ou à bord d'un navire, d'un bateau, d'un aéronef ou de tout autre support soumis au droit belge, détenir un appareil émetteur ou récepteur de radiocommunication, ni établir et faire fonctionner une station ou un réseau de radiocommunication sans avoir obtenu l'autorisation écrite du ministre. Cette autorisation est personnelle et révocable.

L'alinéa 1er n'est pas applicable aux autorisations d'exploitation de radios privées (1).

§ 2. Le Roi fixe les règles générales d'octroi et de révocation des autorisations visées au § 1er. Il peut déterminer les cas où ces autorisations ne sont pas requises.

§ 3. Le Ministre fixe les obligations des titulaires d'une autorisation ainsi que les conditions auxquelles doivent satisfaire les stations et réseaux de radiocommunication autorisés. Il peut déléguer son pouvoir d'accorder et de révoquer des autorisations à un fonctionnaire de l'Institut, ci-après dénommé son délégué.

§ 4. Les compétences réglementaires attribuées au Roi et au ministre par les paragraphes 2 et 3 incluent la police générale des ondes radioélectriques, en ce compris celle des normes techniques relatives à l'attribution des fréquences et à la puissance des émetteurs, qui doivent rester communes pour l'ensemble des radiocommunications quelle que soit leur destination (2).

---

(1) Arrêt n° 1/91, dispositif, *sub* 1; B.8, alinéa 3, *in fine*.

(2) Arrêt n° 1/91, dispositif, *sub* 1; B.5, alinéa 2, *in fine*, et 3, *in limine*; B.8, alinéa 3.

Ce texte ne transcrit pas, pour les motifs exposés ci-après aux pages 18 et 19, plus bas, ni la considération, figurant au B.5, alinéa 2, *in limine*, de l'arrêt, selon laquelle la compétence fédérale "d'assurer la police générale des ondes radioélectriques" vise à "permettre l'intégration de chacune des ondes radioélectriques dans le réseau de toutes celles qui sont émises sur le territoire national et afin d'éviter les perturbations mutuelles" ni le passage qui reconnaît, au paragraphe B.5, alinéa 3, *in fine*, à l'Etat fédéral "la compétence d'organiser un contrôle technique et d'assurer par la voie répressive le respect [des normes techniques relatives à l'attribution des fréquences et à la puissance des émetteurs qui doivent rester communes pour l'ensemble des radiocommunications quelle que soit leur destination]".

§ 5 (1). Les autorisations visées au § 1er ne sont pas requises pour les services publics de radiodiffusion, ni pour les stations de radiocommunication établies et utilisées à des fins militaires ou de sécurité publique par les services relevant du Ministre de la Défense nationale, par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et par les Forces alliées.".

Art. 38 de la coordination (art. 10 actuel) :

"Le Roi arrête les règlements d'administration générale et de police relatifs aux radiocommunications et les règlements relatifs à la protection de celles-ci, notamment les prescriptions techniques auxquelles doivent satisfaire tous les appareils susceptibles d'engendrer des perturbations radioélectriques.

Les règlements d'administration générale qui concernent la radiodiffusion sont pris sur la proposition des ministres qui ont dans leurs attributions les radiocommunications d'une part et les services de radiodiffusion de la Communauté intéressée d'autre part.

---

(1) Ancien paragraphe 4, renuméroté en raison de l'insertion d'un nouveau paragraphe 4, ci-avant.

L'ancien paragraphe 5 dispose :

"Pour les services de radiodiffusion privés, les autorisations visées au § 1er ne sont accordées qu'après avis conforme des Ministres ayant la radiodiffusion dans leurs attributions, chacun pour ce qui le concerne". La Cour a indiqué au paragraphe B.7 de l'arrêt que les mots "ministres ayant la radiodiffusion dans leurs attributions" doivent être lus comme suit : "Exécutifs des Communautés", soit aujourd'hui "Gouvernements des Communautés.".

Ce paragraphe 5 ancien n'est pas repris. Cette disposition concerne en effet les autorisations relatives aux services de radiodiffusion privés, dont la Cour énonce de manière générale au B.8, alinéa 2, que la matière relève exclusivement des Communautés.

Les compétences attribuées au Roi par la présente disposition incluent la police générale des ondes radio-électriques, en ce compris celle des normes techniques relatives à l'attribution des fréquences et à la puissance des émetteurs, qui doivent rester communes pour l'ensemble des radiocommunications quelle que soit leur destination (1).".

Art. 39 de la coordination (art. 11, al. 2 et 3, actuel) :

"Le Roi fixe le montant des redevances à payer à l'Institut par les demandeurs et titulaires des autorisations visées à l'article 33, § 1er, pour couvrir les dépenses résultant du contrôle du respect de leurs obligations et des conditions imposées à leurs stations et réseaux de radiocommunication ainsi que pour la mise à leur disposition d'une ou de plusieurs fréquences et le droit de les utiliser.

Il détermine les modalités de paiement de ces redevances.

La présente disposition n'est pas applicable dans la mesure où elle se rapporte aux services privés de radiodiffusion (2).".

Comme on l'aura observé, les textes proposés tracent la limite des compétences fédérales en matière de radiocommunication et de radiodiffusion sans indiquer l'étendue de la compétence des Communautés en la matière. Il appartient en effet aux Communautés, et non aux autorités

---

(1) Arrêt n° 1/91, dispositif, *sub* 2; B.5, alinéa 2, *in fine*, et 3, *in limine*; B.9, alinéa 2. Voir l'observation figurant sous la note n° 2 de la page 15, à adapter au moment où l'avis sera définitif, relative à l'absence de prise en compte de deux passages de ce paragraphe B.5 de l'arrêt dans la rédaction de l'ajout ici proposé.

(2) Arrêt n° 1/91, dispositif, *sub* 3; B.11, dernier alinéa.

fédérales, de prendre les initiatives nécessaires à cet égard.

De même, les textes proposés ne mentionnent pas l'obligation de l'autorité fédérale de respecter les compétences communautaires, une pareille règle s'imposant de manière générale dans les relations entre l'Etat, les Communautés et les Régions et ne devant pas être rappelée à l'occasion de la mise en oeuvre de leurs compétences.

Les passages suivants de l'arrêt n° 1/91 de la Cour d'arbitrage n'ont donc pas été transcrits :

> "Toutefois, l'exercice de [la compétence fédérale en matière de radiodiffusion et de télévision] doit être réglé de façon telle qu'il ne porte pas atteinte à la compétence des Communautés auxquelles est en principe confiée - comme il est établi ci-dessus - la matière de la radiodiffusion. Cette dernière compétence inclut la compétence, dans le respect des normes techniques nationales, de régler les aspects techniques qui sont spécifiques à la matière de la radiodiffusion et d'attribuer les fréquences. En outre, les Communautés peuvent appliquer toutes les normes techniques, y compris les normes nationales, dans l'exercice de leur compétence d'autorisation ou d'agrément.".

Il n'a pas non plus été inclus dans les textes proposés la considération, figurant au B.5, alinéa 2, *in limine*, de l'arrêt, selon laquelle la compétence fédérale "d'assurer la police générale des ondes radioélectriques" vise à "permettre l'intégration de chacune des ondes radioélectriques dans le réseau de toutes celles qui sont émises sur le territoire national et afin d'éviter les perturbations mutuelles". Ces considérations doivent en effet être lues comme une motivation de la compétence

fédérale y énoncée, ne nécessitant aucune traduction normative et rédigée d'ailleurs en des termes téléologiques ne s'y prêtant pas.

Le passage de l'arrêt n° 1/91 qui reconnaît au paragraphe B.5, alinéa 3, *in fine*, à l'Etat fédéral "la compétence d'organiser un contrôle technique et d'assurer par la voie répressive le respect [des normes techniques relatives à l'attribution des fréquences et à la puissance des émetteurs qui doivent rester communes pour l'ensemble des radiocommunications quelle que soit leur destination]" n'est pas intégré aux articles 33, 38 et 39 proposés de la coordination, qui sont étrangers à ces matières. Celles-ci sont réglées par l'article 143, § 3, et 165, alinéas 1er et 3, de la coordination en projet en tant qu'ils concernent le respect des articles 33 et 38 de ladite coordination.

Enfin, la considération suivante, qui figure au paragraphe B.5, dernier alinéa, de l'arrêt n° 1/91 de la Cour, n'est pas davantage intégrée dans les textes proposés plus haut, ne se prêtant pas à une traduction normative et reconnaissant en outre aux autorités concernées l'appréciation de l'opportunité d'agir de la manière indiquée :

> "Il appartient aux autorités exerçant des compétences complémentaires d'apprécier l'opportunité de faire usage de l'article *92bis* de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée le 8 août 1988 qui dispose en son paragraphe premier que 'l'Etat, les Communautés et les Régions peuvent conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la création et la gestion conjointe de services et institutions communs, sur l'exercice conjoint de compétences propres, ou sur le développement d'initiatives en commun'.".

Les instruments explicatifs de la coordination en projet, destinés à être publiés avec celle-ci, notamment, les tableaux de concordance, comportant l'origine des dispositions coordonnées, les notes justificatives et les notes de bas de page dont la rédaction est suggérée ci-après (1), devraient comprendre les explications relatives à la manière dont la portée de l'arrêt n° 1/91 de la Cour d'arbitrage a été transcrite dans les articles 33, 38 et 39 de la coordination.

EXAMEN DU TEXTE

I. Arrêté de coordination

Intitulé

Il convient de se conformer strictement à la numérotation utilisée dans la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. On écrira donc "du Chapitre X du Titre premier" au lieu de "du Chapitre 10 du Titre I".

Par ailleurs, on écrira "de la loi du 21 mars 1991" au lieu de "à la loi du 21 mars 1991". La préposition utilisée ne se rapporte en effet pas qu'aux "annexes", mais également aux divisions de la loi du 21 mars 1991 précitée qui sont énumérées.

---

(1) Première observation générale relative au texte de la coordination, pp. 25 à 28.

Préambule

Alinéa 1er

Il convient d'écrire "notamment l'article 119, remplacé par la loi du 19 décembre 1997;" au lieu de "et notamment l'art. 119;".

Alinéa 2

Cet alinéa est à omettre. Il convient en effet de ne viser dans le préambule que le fondement légal à la coordination en projet, non les textes qui font partie de cette coordination.

Les alinéas 3 et 4 deviennent respectivement les alinéas 2 et 3.

Alinéa 5

Cet alinéa est à omettre. Conformément à ce qu'a signalé le Ministre des Télécommunications, la demande d'avis adressée au Conseil d'Etat l'a été sans que le Conseil des ministres fasse application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

L'alinéa 6 devient l'alinéa 4.

Proposant

On écrira "Sur la proposition" au lieu de "Sur proposition".

Dispositif

Article 1er

Le texte néerlandais de la phrase introductive devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Il convient d'énumérer les lois, ou parties de loi, qui font l'objet de la coordination par ordre chronologique. Le 4° devient dès lors 1°, le 1° devient 2°, etc.

En ce qui concerne les 1° et 3° actuels, il est fait référence à l'observation générale n° 3.

Comme la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques est citée avec son intitulé complet dans le 1° (devenant le 2°), il n'est plus nécessaire de mentionner cet intitulé complet dans le 2° (devenant le 3°). On écrira plus simplement "la loi du 21 mars 1991 précitée".

Dans le 4° (devenant le 1°), il convient d'écrire "les articles 1er à 19" au lieu de "les articles 1 à 19".

Enfin, il convient de mentionner dans l'énumération qui figure à cet article les modifications expresses et encore en vigueur apportées aux lois, ou parties de loi, qui sont citées, ainsi que leur annulation par la Cour d'arbitrage.

Celles-ci sont les suivantes :

1° en ce qui concerne la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications : les modifications apportées par la loi du 22 décembre 1989, l'arrêté royal du 15 mars 1994, la loi du 20 décembre 1995, la loi du 6 mai 1998, ainsi que l'annulation partielle résultant de l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 1/91 du 7 février 1991;

2° en ce qui concerne les articles 43bis, 45bis, 46bis, 68 à 118, 120 à 122 et les annexes 1 à 3 de la loi du 21 mars 1991 précitée : les modifications apportées par la loi du 10 novembre 1993, la loi du 30 juin 1994, la loi du 12 décembre 1994, l'arrêté royal du 22 décembre 1994, la loi du 20 décembre 1995, l'arrêté royal du 28 octobre 1996, l'annulation partielle résultant de l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 21/97 du 17 avril 1997, ainsi que les modifications apportées par la loi du 19 décembre 1997, la loi du 10 juin 1998, la loi du 5 juillet 1998, l'arrêté royal du 4 mars 1999, et l'arrêté royal du 9 juin 1999 (1).

---

(1) Les arrêtés royaux des 6 novembre 1999, 21 décembre 1999 et 23 décembre 1999, publiés et entrés en vigueur après la demande d'avis, ne sont pas intégrés dans la coordination en projet.

Article 2

Il convient d'insérer le mot "suivant" et le signe de ponctuation ":" après les mots "porte l'intitulé".

L'article 119, alinéa 1er, de la loi du 21 mars 1991 précitée prévoit que la coordination à établir par le Roi constituera un "Code des télécommunications". Il convient de se conformer à cette appellation, voulue par le législateur (1).

L'emploi des guillemets dans la disposition législative indique en effet que l'appellation utilisée n'est pas une appellation générique, mais bien l'intitulé voulu pour désigner la coordination.

La même observation vaut pour l'intitulé de la coordination, ainsi que pour l'article 1er de celle-ci, où les mots "de la présente loi" doivent être remplacés par les mots "du présent code", ainsi que pour toutes les dispositions de la coordination où sont utilisés les mots "de la présente loi" (2), quand il y a lieu de les maintenir (3).

---

(1) Et qui est d'ailleurs utilisée dans le rapport au Roi du projet.

(2) Par exemple, à l'article 62 de la coordination en projet.

(3) Voir, à ce propos, l'observation finale n° 1 relative au texte de la coordination.

Article 4

Il convient de mentionner en termes généraux le ministre auquel la disposition exécutoire donne délégation. Cet article sera rédigé comme suit :

"Notre Ministre qui a les télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.".

II. Texte de la coordination (annexe à l'arrêté de coordination)

Observations générales

1. Selon les règles de la légistique formelle, chaque article d'une coordination doit être accompagné d'une note de bas de page. Ces notes de bas de page doivent indiquer dans l'ordre :

a) l'indication de la loi originelle;

b) l'article particulier auquel correspond l'article de la coordination;

c) le cas échéant, les modifications subies par cet article;

d) le cas échéant, les changements que la coordination apporte au texte originel (1).

En effet, pouvoir "retrouver le texte initial est indispensable, non seulement pour permettre le contrôle juridictionnel à la lumière des textes initiaux, mais également afin de retrouver les travaux préparatoires de chacune de ces dispositions" (2).

Force est de constater qu'en l'espèce, les notes de bas de page font systématiquement défaut.

Il est vrai que le rapport au Roi qui précède la coordination en projet contient certaines des informations qui devraient figurer dans ces notes de bas de page. C'est ainsi que la table générale de concordance qui figure au chapitre II du rapport au Roi comprend une colonne qui identifie la disposition à laquelle correspond l'article de la coordination (3), ainsi qu'une colonne intitulée "Origine de

---

(1) C. LAMBOTTE motive comme suit cette dernière mention : "C'est à la suggestion de magistrats de l'ordre judiciaire que l'indication des mots remplacés et des références transposées est donnée; elle facilite la tâche du juge et de l'interprète" (Technique législative et codification, Bruxelles, Story-Scientia, 1988, p. 231).

(2) Voir à cet égard le point 9.4. de la circulaire de légistique formelle publiée sur le site du Conseil d'Etat, dont l'adresse est : http://raadvst-consetat.fgov.be.

(3) La deuxième colonne lorsque la disposition provient de la loi du 21 mars 1991 précitée ou la troisième colonne lorsqu'elle provient de la loi du 30 juillet 1979 précitée.

la disposition", qui reprend les modifications subies par cet article (1). C'est ainsi également que le chapitre III du rapport au Roi établit la liste des "fautes matérielles corrigées à l'occasion de la coordination".

Ces documents ne sauraient cependant pallier l'absence de notes de bas de pages. La consultation de ces dernières est en effet plus aisée, parce qu'elles apparaissent dans le texte sur la même page que chaque article coordonné et parce qu'elles rassemblent tous les renseignements relatifs à ceux-ci.

Il y a, dès lors, lieu de rédiger des notes de bas de page, conformément à la forme décrite ci-dessus (2).

Dans le cadre de l'examen de la coordination en projet, les colonnes précitées du tableau qui figure dans le chapitre II du rapport au Roi, ainsi que la liste qui figure dans le chapitre III de ce rapport seront examinées article par article, comme si elles figuraient sous la forme de notes de bas de page.

---

(1) La quatrième colonne.

(2) C'est ainsi par exemple qu'en ce qui concerne l'article 7 de la coordination en projet, on rédigera la note de bas de page comme suit :

"Article 7 : article 92 de la loi du 21 mars 1991, remplacé par la loi du 19 décembre 1997 et modifié par l'arrêté royal du 4 mars 1999; dans le § 1er, première phrase du texte français, les mots "est libre" sont remplacés par les mots "sont libres"".

Il va de soi que dans l'hypothèse où, à la suite de l'avis du Conseil d'Etat, des modifications étaient apportées à la coordination en projet, il conviendra de veiller à y conformer ces notes de bas de page.

2. En ce qui concerne la quatrième colonne de la table générale de concordance qui figure au chapitre II du rapport au Roi, qui indique quelle est l'origine des articles qui font l'objet de la coordination, les renseignements qu'elle contient sont souvent lacunaires. A cet égard, il est rappelé à l'auteur de la coordination en projet qu'il convient, pour chaque disposition intégrée dans la coordination, d'indiquer non seulement son origine mais également :

- toutes les modifications expresses encore en vigueur qui y ont été apportées;

- la nature précise des modifications qui y ont été apportées (par la mention des mots "modifié par ...", "remplacé par ...", "ajouté par ..." etc.).

Le relevé établi par l'auteur de la coordination reste en défaut d'indiquer avec précision et de manière exhaustive ces deux catégories de renseignements.

A titre purement exemplatif, on relèvera les lacunes suivantes dans la colonne "Origine de la disposition" qui figure dans la table générale de concordance qui se trouve dans le chapitre II du rapport au Roi :

- en ce qui concerne l'article 1er, 1°, de la version coordonnée (correspondant à l'article 68, 1°, de la loi du 21 mars 1991 et à l'article 1er, 1° de la loi du 30 juillet 1979), la mention de l'article 1er, 1°, de la loi du 30 juillet 1979 est incomplète, cette disposition ayant en effet été remplacée par l'arrêté royal du 15 mars 1994;

- en ce qui concerne l'article 1er, 5°, de la version coordonnée (correspondant à l'article 68, 16°, de la loi du 21 mars 1991), la mention de l'article 87, A), de la loi du 20 décembre 1995 est incomplète : il convient en effet également d'indiquer que cette loi a ajouté ce 16° dans cet article 68;

- en ce qui concerne l'article 1er, 20°, de la version coordonnée (correspondant à l'article 68, 8°, de la loi du 21 mars 1991), la mention de l'article 13, § 1er, F), de la loi du 19 décembre 1997 est incomplète : il convient en effet également d'indiquer que cette loi a remplacé ce 8° dans cet article 68;

- en ce qui concerne l'article 1er, 21°, de la version coordonnée (correspondant à l'article 68, 9°, de la loi du 21 mars 1991), la mention de l'article 13, § 1er, G), de la loi du 19 décembre 1997 est incomplète : il convient en effet également d'indiquer que cette loi a modifié ce 9° dans cet article 68;

- en ce qui concerne l'article 50 de la version coordonnée (correspondant à l'article 109ter, § 4, de la loi du 21 mars 1991), la mention de l'article 7, C), D) et E),

de l'arrêté royal du 4 juillet 1999 est erronée et incomplète : la date exacte de l'arrêté est en effet celle du 4 mars 1999 (non celle du 4 juillet 1999) et il convient également d'indiquer que cet arrêté a modifié ce paragraphe 4 dans cet article 109ter;

- en ce qui concerne l'article 138, de la version coordonnée (correspondant à l'article 78 de la loi du 21 mars 1991), la mention de l'article 8 de la loi du 12 décembre 1994 et de l'article 18 de la loi du 19 décembre 1997 est incomplète : il convient en effet également d'indiquer que ces deux dernières lois ont modifié cet article 78, ainsi que d'indiquer que celui-ci a, par ailleurs, encore été modifié par l'arrêté royal du 9 juin 1999.

3. Des observations générales s'imposent également en ce qui concerne la liste des fautes matérielles corrigées, qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi relatif à la coordination en projet (dont le contenu devra être intégré dans les notes de bas de pages relatives à chaque article coordonné, conformément à l'observation générale n° 1 formulée ci-dessus). Cette liste, dont l'intitulé mentionne qu'elle est "exhaustive", contient, en effet, de très nombreuses lacunes auxquelles il convient de remédier.

C'est ainsi que lorsqu'un renvoi à une disposition a été modifié afin d'être mis en concordance avec la numérotation adoptée dans le texte coordonné (en application de l'article 119, alinéa 2, 2°, de la loi du 21 mars 1991

précitée) cette modification n'est pas signalée (1), sauf dans certains cas.

C'est ainsi également qu'il arrive que cette liste n'identifie pas avec suffisamment de précision l'endroit où une correction a été faite (2).

C'est ainsi enfin, qu'il est procédé dans la coordination en projet à de très nombreuses corrections qui ne sont pas signalées. L'indication de ces corrections non signalées figure dans les observations particulières (3).

En ce qui concerne ces corrections non signalées par les auteurs du projet, on relèvera celles qui suivent dans les présentes observations générales, afin de ne pas avoir à les mentionner à chaque endroit du texte où elles figurent :

---

(1) C'est ainsi par exemple qu'en ce qui concerne la correction signalée relative à l'article 51 de la coordination en projet, il n'est pas mentionné que le renvoi qui figure dans le paragraphe 2, in fine, de cet article, a été corrigé (le renvoi au paragraphe 5 de l'article 109ter a en effet été remplacé par un renvoi à l'article 52).

(2) C'est ainsi par exemple qu'en ce qui concerne la correction signalée relative à l'article 31 de la coordination, il n'est pas précisé qu'elle figure dans le 1°.

(3) L'attention de l'auteur de la coordination en projet est attirée sur le fait que ces corrections non signalées sont tellement nombreuses que le relevé de celles-ci dans le présent avis pourrait ne pas être exhaustif.

1° la liste ne mentionne pas systématiquement les corrections apportées au texte original lorsqu'une minuscule a été transformée en majuscule (1), ou inversement, alors que de telles corrections matérielles devraient être signalées lorsqu'il y a lieu d'y procéder (2);

2° la liste ne mentionne pas les corrections apportées au texte original lorsqu'un trait d'union y a été inséré (3), ou a été supprimé;

3° la liste ne mentionne pas les corrections apportées au texte original lorsque l'identification des points d'une énumération a été modifiée (4) ou lorsqu'une telle identification a été insérée;

---

(1) Comme par exemple dans l'article 1er, 41°, de la coordination en projet, où la première lettre du mot "Coût" est orthographiée en caractère majuscule alors qu'elle figure en minuscule dans la version originale.

(2) Dans certains cas, la modification opérée au texte original n'est pas admissible. Tel est par exemple le cas dans l'article 68, § 1er, 1°, de la coordination en projet, où la première lettre du mot "Loi" est erronément orthographiée en caractère majuscule.

(3) Comme par exemple dans l'article 1er, 49°, de la coordination en projet, où un trait d'union est inséré entre les mots "au delà" qui figurent dans la version originale.

(4) Comme par exemple dans l'article 82, alinéa 2, de la coordination en projet, où l'énumération est divisée en "1°" et "2°", alors que dans la version originale elle est divisée par des tirets.

4° la liste ne mentionne pas les corrections apportées au texte original lorsqu'une phrase ou plusieurs phrases ont été transformées en alinéa (1) ou inversement;

5° la liste ne mentionne pas les corrections apportées au texte original lorsqu'un alinéa a été transformé en paragraphe (2) ou inversement;

6° la liste ne mentionne pas les corrections apportées au texte original lorsqu'une virgule (3) ou un autre signe de ponctuation (4) y a été inséré, ou a été supprimé (5);

---

(1) Comme par exemple dans l'article 82 de la coordination en projet, où l'alinéa 2 ne constitue pas un alinéa distinct mais une simple phrase, dans la version originale.

(2) Comme par exemple dans l'article 7 de la coordination en projet, où le paragraphe 4 ne constitue qu'un simple alinéa, dans la version originale, ce qu'a d'ailleurs relevé l'inspecteur des finances dans son avis du 16 avril 1999.

(3) Comme par exemple dans l'article 82, alinéa 6, troisième phrase, de la coordination en projet, où une virgule est insérée après les mots "est prise et" et après les mots "pour le pourcentage annuel", alors qu'elle ne figure pas dans la version originale.

(4) Comme par exemple dans l'article 1er, 27°, a), de la coordination en projet, où un point-virgule est inséré après les mots "d'un réseau public de télécommunications" alors qu'il ne figure pas dans la version originale.

(5) Comme par exemple dans l'article 96, § 5, de la coordination en projet. Une virgule figure en effet dans le texte original entre les mots "du service universel" et les mots "sont communiquées", alors que cette virgule ne figure pas dans la coordination en projet.

7° la liste ne mentionne pas systématiquement les corrections apportées au texte original lorsque la conjugaison d'un verbe a été modifiée (1), alors que de telles corrections matérielles devraient être signalées lorsqu'il y a lieu d'y procéder (2);

8° la liste ne mentionne pas systématiquement les corrections apportées au texte original lorsque l'accord de genre (3) ou de pluriel (4), d'un mot a été modifié,

---

(1) Comme par exemple dans l'article 23, § 1er, alinéa 2, de la coordination en projet, où dans les mots introductifs de l'énumération, le mot "porte" est utilisé à la place du mot "portera" qui figure dans la version originale.

(2) Dans certains cas, la modification opérée au texte original n'est pas admissible. Tel est par exemple le cas dans l'article 51, § 2, première phrase, texte français, de la coordination en projet. Il convient en effet d'écrire "peut exiger qu'il soit procédé à une interconnexion", comme dans la version originale, au lieu d'écrire "peut exiger qu'il soit procéder à une interconnexion", comme dans la coordination en projet.

(3) Comme par exemple dans l'article 5, § 2, première phrase, texte français de la coordination en projet, où le mot "civiles" est accordé au féminin alors qu'il figure au masculin dans la version originale.

(4) Comme par exemple dans l'article 6, alinéa 2, p), texte français de la coordination en projet, où le mot "urgence" est accordé au singulier alors qu'il figure au pluriel dans la version originale, ou dans l'article 55, § 2, alinéa 3, texte néerlandais de la coordination en projet, où le mot "kosten" est utilisé à la place de "kost" qui figure dans la version originale.

alors que de telles corrections matérielles devraient être signalées lorsqu'il y a lieu d'y procéder (1);

9° la liste ne mentionne pas systématiquement les corrections apportées au texte original lorsque deux termes ont été écrits en un seul mot (2).

5. Dans le cadre de la reformulation des intitulés de divisions ou subdivisions, il convient d'être attentif à maintenir une harmonie. C'est ainsi que si au début de la plupart des intitulés des subdivisions figure un article défini, il convient de faire figurer un tel article défini au début de chaque intitulé (voir par exemple l'intitulé des sous-sections qui figurent dans la section IV du chapitre premier du titre III).

---

(1) Dans certains cas, la modification opérée au texte original n'est pas admissible. Tel est par exemple le cas dans l'article 1er, 26°, texte français de la coordination en projet, où le mot "préexistant" est erronément accordé au singulier alors qu'il figure au pluriel dans la version originale.

(2) Comme par exemple dans l'article 76, alinéa 2, texte néerlandais de la coordination en projet, où les mots "universele dienstverlener" ont été écrits en un seul mot.

Observations particulières

Intitulé

A la fin de l'intitulé nouveau (rédigé en tenant compte de l'observation formulée à l'égard de l'article 2 de l'arrêté de coordination), il convient d'écrire "codifié le ... (à compléter par la date de l'arrêté de coordination)".

Article 1er

1. Alors que cet article procède à la définition de certains termes, ceux-ci ne sont pas toujours utilisés là où ils pourraient l'être, ce qui permettrait pourtant de simplifier le texte en le rendant plus uniforme (1).

2. Dans la liste des fautes matérielles qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi, il est signalé erronément que dans le 49° du texte néerlandais, les mots "netwerk" et "aansluitingspunt" ont été écrits en un mot. Ce sont en réalité les mots "netwerk" et "aansluitpunt" qui sont écrits en un mot.

(1) Voir, par exemple, l'observation formulée à cet égard sous l'article 73 de la coordination en projet.

Outre les corrections relatives à cette disposition énumérées au chapitre III du rapport au Roi, cet article comporte des corrections qui ne sont pas signalées; ainsi :

1° dans le 20° de la coordination en projet, les mots définis sont "Service de lignées louées" alors que les mots définis qui figurent dans le texte original sont "Ligne louée";

2° dans le 20° du texte néerlandais de la coordination en projet, les mots définis sont "Dienst huurlijnen" alors que le mot défini qui figure dans le texte original est "Huurlijn" (1);

3° dans le 22° du texte français de la coordination en projet, le mot "la" a été ajouté avant les mots "destination de points de terminaison" qui figurent dans la version originale;

4° dans le 35° de la coordination en projet, le mot "fixe" est ajouté après les mots "service de téléphonie vocale" qui figurent dans la version originale;

5° dans le 41° du texte français de la coordination en projet, les mots "par l'Institut" ont été supprimés (2);

---

(1) Ce qu'a d'ailleurs relevé l'inspecteur des finances dans son avis du 16 avril 1999. S'il est vrai qu'il a été répondu à cet avis, cette réponse ne dispense pas de signaler la correction dans la coordination en projet.

(2) En ce qui concerne la version néerlandaise de la coordination en projet, l'omission est signalée.

6° dans le 42° de la coordination en projet, les mots "des télécommunications" sont ajoutés après les mots "le service universel" qui figurent dans la version originale;

7° dans le 45° de la coordination en projet, les mots "le dernier digit d'adressage" et "l'appelant" sont utilisés respectivement à la place des mots "le dernier chiffre d'adressage (digit d'adressage)" et "l'abonné appelant" qui figurent dans la version originale;

8° dans le 46° du texte français de la coordination en projet, les mots "prestataire du service universel" sont utilisés à la place des mots "prestataire de service universel" qui figurent dans la version originale (1);

9° dans le 48° du texte français de la coordination en projet, la dernière phrase ne constitue pas une phrase distincte dans la version originale;

10° dans le 49° du texte français de la coordination en projet, les mots "équipement terminal" sont utilisés à la place des mots "appareillage terminal" qui figurent dans la version originale;

11° dans le 51° de la coordination en projet, les mots "les établissements" sont utilisés à la place des mots "tout établissement" qui figurent dans la version originale;

---

(1) Cette correction a également été effectuée dans d'autres dispositions de la coordination en projet, dans lesquelles figure l'expression "prestataires du service universel". Comme par exemple dans l'article 76, alinéa 2, de la coordination en projet.

Il convient de signaler l'existence de ces corrections.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'article 1er, 23° et 51° à 53° de la coordination en projet, l'origine de la disposition est mal identifiée dans le chapitre II du rapport au Roi. Cette origine est l'annexe 3, article 1er, 5ème tiret (pour le 23°) et l'annexe 3, article 1er, 2ème à 4ème tirets (pour les 51° à 53°).

Article 4

Cet article comporte des corrections qui ne sont pas signalées; ainsi :

1° au début du paragraphe 2 du texte français de la coordination en projet, la phrase "Tous les autres opérateurs peuvent demander seuls ou ensemble à fournir le service universel" est utilisée à la place de la phrase "Un autre opérateur ou plusieurs opérateurs conjointement peuvent demander à fournir le service universel" qui figure dans la version originale;

2° au début du paragraphe 3 du texte français de la coordination en projet, les mots utilisés ne correspondent exactement qu'à ceux utilisés dans l'article 86ter, § 1er, alinéa 2 et § 3, alinéa 2, de la version originale, non aux mots utilisés dans l'article 86ter, § 2, alinéa 3, de cette version (alors que cette dernière disposition est également intégrée dans la coordination en projet).

Il convient de signaler l'existence de ces corrections.

Article 6

Dans la liste des fautes matérielles qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi, il est signalé qu'une correction a été effectuée au paragraphe 1er, deuxième alinéa, l), de la coordination. Or cet article n'est pas divisé en paragraphes. C'est dans l'alinéa 2, l), que le mot "réseaux" a été remplacé par le mot "services". Il convient de modifier l'identification de la correction en conséquence.

Article 9

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans l'alinéa 1er, première phrase, de la coordination en projet, les mots "les points de terminaison du réseau concernés" ont été utilisés à la place des mots "les points de terminaison concernés" qui figurent dans la version originale.

Il serait préférable d'écrire "les points concernés de terminaison du réseau". Il convient, en tout cas, de signaler l'existence de la correction.

Article 13

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans le paragraphe 2, alinéa 1er, du texte français de la coordination en projet, le mot "il" a été utilisé à la place du mot "elle" qui figure dans la version originale.

Il convient de signaler l'existence de cette correction et d'apporter une correction similaire dans le texte néerlandais.

Article 21

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans les mots introductifs de l'alinéa 2, les mots "l'alinéa 1er" sont utilisés à la place des mots "l'alinéa premier" qui figurent dans la version originale.

Cette correction est à omettre car elle ne n'est pas admissible au regard de ce que prescrit la légistique formelle.

Article 22

Dans la liste des fautes matérielles qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi, il est signalé que dans le paragraphe 2, alinéa 2, q), du texte néerlandais "la deuxième référence au mot "van" a été supprimée".

Il serait plus simple d'écrire que "le deuxième mot «van» a été supprimé".

Article 23

Dans la liste des fautes matérielles qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi, il est signalé que dans le paragraphe 1er, alinéa 2, c), du texte français "les mots "le service de téléphonie mobile" ont été remplacés par les mots "un service de téléphonie mobile"". Or, le texte de la coordination ne correspond pas à ce dernier texte. La coordination en projet utilise en effet les mots "le service de téléphonie vocale mobile". Il convient d'harmoniser le texte de la coordination avec l'indication de la nature de la correction matérielle effectuée. L'on écrira donc "un service de téléphonie mobile" dans la coordination en projet.

Le texte néerlandais doit être adapté en conséquence.

Par ailleurs cet article comporte des corrections qui ne sont pas signalées; ainsi :

1° dans le paragraphe 1er, alinéa 1er, de la coordination en projet, les mots "service de téléphonie vocale mobile" sont en effet utilisés à la place des mots "service de téléphonie mobile", qui figurent dans la version originale;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, de la coordination en projet, les mots "Outre les points visés à l'article .... de la présente loi, le cahier des charges porte sur les points visés au ..." sont utilisés à la place des mots "Chaque cahier des charges portera sur les points visés aux articles ...." (1); la même observation vaut en ce qui concerne le paragraphe 3, alinéa 2;

3° dans le paragraphe 4, première phrase, du texte français de la coordination en projet, les mots "de la demande" sont utilisés à la place des mots "après la demande" qui figurent dans la version originale.

Il convient de signaler l'existence de ces corrections.

Article 25

Cet article comporte des corrections qui ne sont pas signalées; ainsi :

1° dans l'alinéa 1er de la coordination en projet, les mots "du service de lignes louées" sont ajoutés après les mots "les modalités de déclaration", alors qu'ils ne figurent pas dans la version originale;

(1) Les renvois que contiennent ces dispositions ne sont pas reproduits ici. Ils ont été mis en concordance dans la coordination en projet.

2° au début de l'alinéa 2 de la coordination en projet, les mots "La cession de l'exploitation d'un service de lignes louées est libre" sont utilisés à la place des mots "La cession d'un service de télécommunications dont l'exploitation est soumise à déclaration est libre", qui figurent dans la version originale.

Il convient de signaler l'existence de ces corrections. Préciser que le service de télécommunications dont il est question est celui des "lignes louées" est en effet admissible, vu que l'article 25 figure dans une sous-section spécifiquement consacrée à ce service.

Article 26

Dans la première phrase du texte français du paragraphe 5, alinéa 1er, de la coordination en projet, il y a lieu de préciser que "les conditions visées" sont "des conditions d'exploitation" comme il est prévu dans le texte original.

Article 27

Cet article comporte des corrections qui ne sont pas signalées; ainsi :

1° dans l'alinéa 1er de la coordination en projet, les mots "des autres services de télécommunications tels que visés à l'article 26 de la présente loi" sont ajoutés après les mots "les modalités de déclaration", alors qu'ils ne figurent dans la version originale;

2° au début de l'alinéa 2 de la coordination en projet, les mots "La cession de l'exploitation des services de télécommunications visés par la présente sous-section" sont utilisés à la place des mots "La cession d'un service de télécommunications dont l'exploitation est soumise à déclaration", qui figurent dans la version originale.

Il convient de signaler l'existence de ces corrections. Préciser que "les autres services de télécommunications" dont il est question sont les "services de télécommunications tels que visés à l'article 26" est en effet admissible, au regard du fait que les articles 26 et 27 figurent dans une sous-section spécifiquement consacrée à ces autres services.

Article 31

Au 1° du texte néerlandais, en vue de se conformer au texte original, il y a lieu d'écrire "voor een apparaat dat" et non pas "voor een apparaat die", comme il est d'ailleurs indiqué dans la liste des fautes matérielles.

Article 32

Dans cet article on écrira :

"L'agrément d'un équipement terminal délivré avant la date du ... (date d'entrée en vigueur de l'article 121 de la loi du 21 mars 1991) par la Régie des télégraphes et des téléphones, est assimilé à un agrément délivré par le ministre conformément aux dispositions de la présente loi.".

Dans la liste des fautes matérielles, il convient d'ajouter que les mots "eindapparaat die" sont remplacés par les mots "eindapparaat dat".

Article 38

A l'alinéa 1er, il y a lieu, dans le texte français, de supprimer le mot "tous" devant les mots "les appareils susceptibles".

Il convient de signaler l'existence de cette correction.

Article 46

En vue de se conformer au droit communautaire, la dernière phrase du paragraphe 2 du texte original, qui prévoit que "La confidentialité de ces informations est garantie par l'Institut", est supprimée.

Il y a lieu de signaler cette omission.

La même observation vaut pour l'article 47, alinéa 7, in fine.

Article 47

Dans la liste des fautes matérielles qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi, il est signalé que dans le "texte néerlandais, quelques mots ont été ajoutés :".

La nature des corrections qui ont été effectuées est différente. Il s'agit des corrections suivantes :

1° la dernière phrase de l'alinéa 2 du texte original ("Afin de veiller au respect des obligations du présent article, le Ministre arrête, sur avis de l'Institut, les principes comptables qui doivent être appliqués") est transformée en alinéa 6, tant dans la version française que dans la version néerlandaise de la coordination en projet;

2° dans la version néerlandaise de l'alinéa 7 de la coordination en projet, la première phrase a été réécrite.

Il convient de signaler ces corrections.

Article 49

Cet article comporte des corrections qui ne sont pas signalées; ainsi :

1° au début de l'alinéa 1er de la coordination en projet, les mots "Tout exploitant de réseaux publics de télécommunications" sont utilisés à la place des mots "Tout fournisseur d'un réseau public de télécommunications" qui figurent dans la version originale;

2° dans le même alinéa, les mots "les autres exploitants de réseaux publics de télécommunications ou fournisseurs de services de télécommunications" sont utilisés à la

place des mots "les autres fournisseur de réseau public de télécommunications ou de services de télécommunications" qui figurent dans la version originale;

3° au début de l'alinéa 3 de la coordination en projet, les mots "L'Institut peut décider de limiter, au cas par cas, cette obligation à titre temporaire" sont utilisés à la place des mots "L'Institut peut décider de limiter, au cas par cas, à titre temporaire, cette obligation" qui figurent dans la version originale;

4° dans le même alinéa, les mots "est inadéquate eu égard" sont utilisés à la place des mots "ne convient pas" qui figurent dans la version originale.

La troisième de ces corrections est à omettre car elle n'améliore aucunement la lisibilité du texte. Quant aux autres, il convient d'en signaler l'existence.

A l'alinéa 1er de la coordination en projet, il y a lieu, dans le texte néerlandais, de supprimer le mot "een" entre les mots "van" et "openbare telecommunicatienetwerken".

Article 51

Dans la liste des fautes matérielles qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi, il est signalé que dans le texte néerlandais "le mot "absoluut" a été supprimé dans le cinquième et le sixième alinéa". Or, l'article 51 est divisé en paragraphes. En raison de cette division, il convient d'identifier avec plus de précision les endroits où

le mot "absoluut" a été supprimé. Du reste, ce mot figure encore dans la version néerlandaise du paragraphe 1er, alinéa 5, ainsi que dans celle du paragraphe 2.

Par ailleurs, les corrections suivantes, qui ne sont pas signalées, ont également été apportées au texte original :

1° dans le paragraphe 1er, alinéa 3, de la coordination en projet, les mots "des fournisseurs" ont été supprimés dans les mots introductifs de l'énumération, et le début de chaque point de l'énumération a été modifié;

2° dans le paragraphe 2 de la coordination en projet, le début de la première phrase a été modifié (alors que la version originale prévoit que "Si des fournisseurs de réseaux publics de télécommunications ou de services de télécommunications offerts au public ...", la version coordonnée prévoit que "Si des exploitants de réseaux publics de télécommunications ou des fournisseurs de services de télécommunications offerts au public ...").

Ces corrections doivent être signalées.

Article 53

Dans la coordination en projet, les mots "que ceux reconnus à un opérateur belge dans son pays d'origine", sont utilisés à la place des mots "que ceux reconnus dans son pays d'origine à un opérateur belge", qui figurent dans la version originale.

Cette correction n'améliore pas la lisibilité du texte. Il convient de l'omettre.

Article 54

1. Cet article comporte des corrections qui ne sont pas signalées; ainsi :

1° dans la coordination en projet, les mots "les opérateurs de réseaux téléphoniques publics fixes" sont utilisés à la place des mots "les opérateurs de réseaux publics téléphoniques fixes" qui figurent dans la version originale;

2° dans la coordination en projet, les mots "les fournisseurs de téléphonie vocale fixe", ont été ajoutés avant les mots "et les fournisseurs du service de lignes louées qui sont qualifiés de puissants" qui figurent dans la version originale.

Il convient de signaler leur existence.

2. Par ailleurs, l'auteur du projet devrait s'interroger sur l'opportunité de remplacer les mots "les fournisseurs" par les mots "les exploitants", à l'instar de ce qui a été fait, notamment, aux articles 49 et 51.

Article 55

Cet article (1) comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans le paragraphe 1er, alinéa 1er, de la coordination en projet, les mots "la modification des plans de numérotation afin que sa disponibilité soit suffisante" sont en effet utilisés à la place des mots "la modification des plans de numérotation nationaux et l'attribution de la capacité de numérotation afin que sa disponibilité soit suffisante" qui figurent dans la version originale.

Cette correction est à omettre car elle ne s'inscrit pas dans l'habilitation donnée au Roi à l'article 119 de la loi du 21 mars 1991.

Article 58

Cet article comporte des corrections qui ne sont pas signalées; ainsi :

1° dans la coordination en projet, les mots "les tarifs dudit service" sont utilisés à la place des mots "les tarifs du service de téléphonie vocale" qui figurent dans la version originale;

---

(1) Qui correspond à l'article 105bis de la loi du 21 mars 1991 précité. Il est à remarquer que cet article a été modifié par l'arrêté royal du 6 novembre 1999 précité. La modification apportée à cet article par cet arrêté royal n'est pas incluse dans la coordination en projet (voir à ce propos l'observation générale n° 2 sur l'ensemble du projet).

2° dans la coordination en projet le nombre "15" est utilisé à la place du mot "quinze" qui figure dans la version originale.

La deuxième correction est à omettre, car du point de vue de la légistique, les nombres sont à orthographier en lettres, non en chiffres.

Il convient de signaler l'existence de la première correction.

Article 63

Dans la liste des fautes matérielles qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi, il est signalé que dans le paragraphe 2, texte néerlandais, "le mot "contract-bepalingen" a été remplacé par le mot "contracts-bepalingen"". Or, cette correction n'a pas été effectuée dans la coordination en projet.

Article 67

Dans la liste des fautes matérielles qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi, il est signalé que dans le 1°, texte français, "le mot "destinées" a été remplacé par le mot "destinés"". Or, il est procédé à une modification d'une autre nature dans la coordination en projet. Les mots "en provenance d'autres personnes et destinées à celle-ci" qui figurent dans la version originale sont en effet remplacés par les mots "en provenance et à

destination d'autres personnes" dans la coordination en projet. Il convient de signaler la nature exacte de la correction effectuée.

En outre, dans la version néerlandaise de la coordination en projet, le mot "afkomstig" est utilisé au lieu du mot "herkomstig", qui figure dans la version originale.

Une observation s'impose également, qui est relative à la note de bas de page qu'il conviendra de rédiger à propos de cette disposition, conformément à l'observation générale n° 1 sur le texte de la coordination (annexe à l'arrêté de coordination). L'article 67 de la coordination en projet correspond à l'article 111 de la loi du 21 mars 1991 précitée, qui a été modifié par l'arrêté royal du 30 juin 1994. La loi du 19 décembre 1997 a renuméroté l'article 111 précité en article 109terD (article 77 de la loi du 19 décembre 1997), et a également abrogé ce même article 111 (article 83 de la loi du 19 décembre 1997). Il convient de préciser, dans la note de bas de page relative à l'article 67 de la coordination, que l'article 111 a été considéré comme renuméroté et non abrogé dans sa nouvelle numérotation (1).

---

(1) L'on pourra, par exemple rédiger cette note de bas de page comme suit :

"Article 67 : article 111 de la loi du 21 mars 1991, modifié par l'arrêté royal du 30 juin 1994, renuméroté 109terD par la loi du 19 décembre 1997; dans le 1°, les mots "..." sont remplacés par les mots "...". La loi du 19 décembre 1997 abroge également l'article 111. Cet article est considéré comme non abrogé dans sa nouvelle numérotation.".

Article 70

Dans la liste des fautes matérielles qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi, deux corrections matérielles relatives à cet article sont mentionnées; ainsi :

1° il est signalé que dans l'alinéa 3, texte français "les mots "données-utilisateurs finales" ont été remplacés par les mots "données-utilisateurs finals"";

2° il est signalé que dans l'alinéa 4, texte français "les mots "service de télécommunications à laquelle" ont été remplacés par les mots "service de télécommunications auquel"".

Or, l'article 109terC de la loi du 21 mars 1991, qui constitue l'origine de la disposition coordonnée, a été remplacé par l'arrêté royal du 4 mars 1999 (article 9), et ce dernier arrêté a déjà procédé à ces corrections. Il n'y a donc pas lieu de les signaler dans la coordination en projet.

Article 73

Dans la liste des fautes matérielles qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi, il est signalé que dans le texte néerlandais "les mots "tegemoetkoming vanwege" ont été ajoutés". Il convient d'identifier avec précision

l'endroit de cet ajout et de préciser en même temps que les mots "en de" ont également été ajoutés (dans la coordination en projet, les mots "en de" sont en effet également ajoutés, devant les mots "tegemoetkoming vanwege").

Par ailleurs, les corrections suivantes, qui ne sont pas signalées, ont également été apportées au texte original :

1° les mots "fonds pour le service universel des télécommunications" sont utilisés dans la coordination en projet à la place des mots "fonds de service universel" qui figurent dans la version originale;

2° dans le texte néerlandais, les mots "universele dienstverlening" et "universele dienstverleners" ont été rédigés en un seul mot.

En ce qui concerne le "fonds", comme il est déjà défini à l'article 1er, 42° ainsi qu'à l'article 118, § 1er, il est préférable de ne faire figurer que ce dernier terme dans la coordination ainsi que de signaler la correction.

Il convient par ailleurs de signaler l'existence de la seconde correction.

Article 74

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans la coordination en projet, les mots "effectués par l'Institut" sont en effet utilisés à la place des mots "effectués en vertu de l'article 16" qui figurent dans la version originale.

Cette correction est admissible, car cet "article 16" (c'est-à-dire l'article 16 de l'annexe 1 à la loi du 21 mars 1991) charge l'Institut du contrôle dont il est question. Il convient cependant de signaler son existence.

Article 75

Il existe une discordance entre le texte français et le texte néerlandais de l'article 75. Le texte français usant de l'expression "Les exigences de qualité" là où le texte néerlandais utilise le mot "basiskwaliteitseisen", ce dernier mot correspondant au texte original. Il y a lieu de lever cette discordance.

Article 76

Outre les corrections relatives à cette disposition énumérées dans le chapitre III du rapport au Roi, cet article comporte des corrections qui ne sont pas signalées; ainsi :

1° dans l'alinéa 1er de la coordination en projet, les mots "raccordement au réseau téléphonique public fixe de base" sont utilisés à la place des mots "raccordement au réseau public commuté", qui figurent dans la version originale; la même correction a été effectuée dans l'alinéa 2, troisième phrase de la coordination en projet;

2° dans l'alinéa 2, première phrase, de la coordination en projet, les mots "raccordement au service de téléphonie vocale" sont utilisés à la place des mots "raccordement au service de base", qui figurent dans la version originale;

3° dans les alinéas 2, 3 et 4, texte néerlandais les mots "universele dienstverlener" sont rédigés en un seul mot;

4° dans l'alinéa 3, texte français, de la coordination en projet, les mots "de contrats de raccordement valables" sont utilisés à la place des mots "de contrats valables de raccordement" qui figurent dans la version originale;

5° dans l'alinéa 4, texte français, de la coordination en projet, les mots "de contrats valables et raccordements" sont utilisés à la place des mots "de contrats et raccordements valables" qui figurent dans la version originale.

Les corrections identifiées sous 1° à 4° doivent être signalées; quant à celle figurant sous le 5°, elle doit être omise car elle n'améliore pas la lisibilité du texte.

Article 77

Cet article comporte des corrections qui ne sont pas signalées; ainsi :

1° dans l'alinéa 2 de la coordination en projet, à la fin de la première phrase, les mots "provenant des abonnés",

qui figurent dans la version originale ont été supprimés;

2° dans le même alinéa de la coordination en projet, à la fin de la troisième phrase, les mots "sur le réseau téléphonique public fixe de base" ont été utilisés à la place des mots "sur le réseau public commuté" qui figurent dans la version originale.

La première de ces corrections est à omettre et la seconde doit être signalée.

Article 79

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans l'alinéa 5, de la coordination en projet l'abréviation "Ne" est en effet remplacée par l'abréviation "Nième".

Il convient de signaler l'existence de cette correction.

Article 82

La mention de la correction apportée à l'alinéa 1er, deuxième phrase, qui figure dans la liste qui se trouve dans le chapitre III du rapport au Roi est inexacte. Dans la coordination en projet, cette deuxième phrase est rédigée comme suit : "Par commune fusionnée, il sera installé au moins un poste téléphonique payant public dont

le paiement s'effectue tant avec des pièces qu'avec une carte de téléphone ou une carte de débit", alors que la correction annoncée est le remplacement des mots "commune fusionnée" par les mots "de ces entités".

La mention de cette correction est à omettre.

Article 88

Outre l'identification de la faute matérielle corrigée qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi, cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans l'alinéa 1er, 1°, de la coordination en projet, les mots "services d'urgence" sont en effet utilisés à la place des mots "services de secours" qui figurent dans la version originale.

Il convient de signaler l'existence de cette correction, qui est admissible dans le souci d'unifier la terminologie (1). La même observation vaut pour les autres endroits de la coordination en projet où les mots "services

(1) L'expression "services d'urgence" figure en effet déjà dans le texte original (article 8, alinéa 1er, de l'annexe 1, devenant l'article 97).
Il est utile de remarquer que l'indication relative à cette notion qui figure dans le rapport au Roi ne dispense pas de mentionner l'endroit précis des corrections effectuées dans la coordination en projet.

d'urgence" remplacent les mots "services de secours" qui figurent dans le texte original (1).

Article 93

Dans la liste des fautes matérielles qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi, il est signalé que dans le 3°, "le cinquième tiret a été supprimé". Or, cette correction n'a pas été effectuée dans la coordination en projet. Le cinquième tiret qui comporte les mots "pourcentage des dérangements par ligne par an" figure dans la coordination en projet sous le 3°, e). Du reste, la suppression de ce tiret ne serait pas admissible car elle ne s'inscrirait pas dans l'habilitation donnée au Roi à l'article 119 de la loi du 21 mars 1991.

Cet article de la coordination comporte par ailleurs une correction qui n'est pas signalée. Dans le 5°, b), les mots "jour ouvrable" sont en effet utilisés à la place des mots "jour de travail" qui figurent dans la version originale.

Il convient de signaler l'existence de cette correction (2).

---

(1) Comme par exemple dans l'article 93, 1°, de la coordination en projet (parmi les mots introductifs de l'énumération et dans le c)).

(2) Il est utile de remarquer que l'indication relative à cette notion de "jour ouvrable", qui figure dans le rapport au Roi, ne dispense pas de mentionner l'endroit précis de la correction effectuée dans la coordination en projet.

Article 96

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans le paragraphe 1er, alinéa 1er, de la coordination en projet, le mot "tarif", a en effet été à deux reprises, utilisé à la place du mot "prix" qui figure dans la version originale.

Il convient de signaler l'existence de cette correction.

Article 98

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans l'alinéa 1er, 8°, de la coordination en projet les mots "services infokiosques 0900" sont utilisés à la place des mots "services infokiosques de la série 0900" qui figurent dans la version originale.

Il convient de signaler l'existence de cette correction.

Article 101

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans l'alinéa 1er de la coordination en projet, les mots "indexé au 1er janvier 1998" sont utilisés à la place des mots "indexé au jour de l'entrée en vigueur de la présente annexe" qui figurent dans la version originale.

Cette correction est admissible, car en vertu de l'article 100 de la loi du 19 décembre 1997, la date d'entrée en vigueur de l'annexe dont il est question est celle du 1er janvier 1998. Il convient cependant d'en signaler l'existence.

Article 104

Dans la liste des fautes matérielles qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi, une correction matérielle relative à cet article est signalée. Il est en effet précisé que dans le § 1er, 3°, texte néerlandais le mot "kostenloze" a été remplacé par le mot "kosteloze"".

Or, le point 1.1., 3°, de l'annexe B à l'annexe 1 de la loi du 21 mars 1991, qui constitue l'origine de la disposition coordonnée, a été remplacé par l'arrêté royal du 4 mars 1999 (article 13). Cette modification est d'ailleurs intégrée dans la coordination en projet. Dans la version introduite par ce dernier arrêté, le mot "kostenloze" ne figure pas. Il n'y a donc pas lieu de signaler une correction dans la coordination en projet.

Article 105

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans le 1° et dans le 2°, de la coordination en projet les mots "l'article 37, §§ 1er, 2 et 4, de la loi relative à l'assurance obligatoire, soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 et portant

exécution de l'article 49, § 5, alinéa 3, de la même loi" sont utilisés à la place des mots "l'article 37, §§ 1er, 2 et 4, et portant exécution de l'article 49, § 5, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire, soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994" qui figurent dans la version originale.

Il convient de signaler l'existence de cette correction.

Article 109

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans la coordination en projet, les mots "connectées au service de téléphonie vocale de base" sont utilisés à la place des mots "reliées au téléphone" qui figurent dans la version originale.

Cette correction est à signaler.

Article 112

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans le paragraphe 4, alinéa 2, ainsi que dans le paragraphe 7, de la coordination en projet, les mots "connectées au service de téléphonie vocale de base" sont utilisés à la place des mots "titulaires d'un raccordement téléphonique" qui figurent dans la version originale.

Cette correction est à signaler.

Article 116

Outre les corrections relatives à cette disposition énumérées le chapitre III du rapport au Roi, cet article comporte des corrections qui ne sont pas signalées; ainsi :

1° dans le paragraphe 1er, alinéa 1er, 5°, de la coordination en projet, les mots "annuaire universel prévu par l'article 71, § 1er, 7°", sont utilisés à la place des mots "annuaire blanc" qui figurent dans la version originale;

2° à la fin du paragraphe 2 de la coordination, les mots "de base" ont été ajoutés;

3° dans le paragraphe 6 de la coordination en projet, les mots "annuaire universel", sont utilisés à la place des mots "annuaire blanc" qui figurent dans la version originale;

4° dans le paragraphe 8 de la coordination en projet, les mots "sont établis par le Ministre", sont utilisés à la place des mots "font l'objet d'un arrêté ministériel" qui figurent dans la version originale.

Il convient de signaler l'existence de ces corrections.

En ce qui concerne la correction mentionnée en 1°, il est utile de noter que remplacer les mots "annuaire blanc" par les mots "annuaire universel" est admissible dans le souci d'unifier la terminologie (1).

Article 118

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans le paragraphe 2, alinéa 1er, première phrase, de la coordination en projet, les mots "pour le service universel des télécommunications" ont été omis alors qu'ils figurent dans la version originale.

Il convient de signaler l'existence de cette correction.

Article 120

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans l'alinéa 1er, de la coordination en projet, les mots "pour le service universel des télécommunications" ont été ajoutés après le mot "fonds" alors qu'ils ne figurent pas dans la version originale.

Ces mots sont superflus car le "fonds" est déjà défini à l'article 1er, 42° ainsi qu'à l'article 118, § 1er. La correction est donc à omettre.

---

(1) L'expression "annuaire universel" est en effet définie à l'article 1er, 36°, comme "l'annuaire blanc universel visé à l'article 71, § 1er, 7°".

La même observation vaut pour les autres dispositions de la coordination en projet où les mots "pour le service universel des télécommunications" ont été ajoutés après le mot "fonds" (1).

Article 125

Dans la liste des fautes matérielles qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi, il est signalé que l'article 4, § 7, de l'annexe 2 à la loi du 21 mars 1991 est devenu l'"article 103, § 7". Or, cette disposition est devenue l'article 116, § 7. Il convient de corriger cette erreur matérielle.

Article 128

La version néerlandaise de cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans le paragraphe 2, alinéa 1er, de la coordination en projet, les mots "onder andere Internet" ont été utilisés à la place des mots "met name Internet" qui figurent pas dans la version originale.

Il convient de signaler l'existence de cette correction.

La même observation vaut pour les articles 130, § 1er, 1°, et 132, § 1er, 1°, de la coordination en projet.

---

(1) Comme par exemple à l'article 122, § 1er, de la coordination en projet.

Article 130

Cet article comporte des corrections qui ne sont pas signalées; ainsi :

1° au début des paragraphes 1er et 2 de la coordination en projet, le mot "téléphonique", est inséré entre le mot "tarif" et le mot "spécial";

2° dans le paragraphe 1er, 1°, de la coordination en projet, les mots "l'accès aux réseaux de données" ont été utilisés à la place des mots "l'accès aux réseaux de transport de données" qui figurent dans la version originale;

3° dans le paragraphe 1er, 1°, version néerlandaise, de la coordination en projet, le mot "datanetwerken" est utilisé au lieu du mot "gegevensnetwerken";

4° dans le paragraphe 2 de la coordination en projet, les mots "et à l'utilisation de réseaux de données, notamment Internet" ont été utilisés à la place des mots "et à l'utilisation du réseau informatique Internet" qui figurent dans la version originale.

Il convient de signaler l'existence de ces corrections.

Les mêmes observations valent pour les articles 131 et 132 de la coordination en projet.

Article 131

La version néerlandaise de cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans le paragraphe 1er, 1°, de la coordination en projet, les mots "met het oog op het verlenen van toegang tot datanetwerken, onder andere, is gratis" ont été utilisés à la place des mots "met het oog op het verlenen van toegang tot gegevensnetwerken, met name Internet, is gratis" qui figurent dans la version originale.

Cette correction - qui semble résulter d'une erreur matérielle - est à omettre, car il en découle que la concordance entre les versions française et néerlandaise du texte n'est plus assurée.

Article 133

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans le paragraphe 1er, de la coordination en projet, les mots "à un réseau public télécommunications" ont été utilisés à la place des mots "à un réseau de télécommunications de base" qui figurent dans la version originale.

Cette correction est à signaler.

Article 138

Cet article n'est pas complet, il convient d'y insérer les modifications qui ont été apportées à la version originale par l'arrêté royal du 9 juin 1999 (publié au Moniteur belge du 18 août 1999, Ed. 2), qui y ajoute un 8° et un 9°.

Article 140

L'origine de cette disposition est identifiée avec insuffisamment de précision dans la chapitre II du rapport au Roi. Cette origine est l'article 73 de la loi du 21 mars 1991 précitée, sauf le paragraphe 2, alinéa 2, de ce dernier article.

Article 145

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans le paragraphe 2, de la coordination en projet, les mots "et ses arrêtés d'exécution" qui figurent dans la version originale avant les mots "ou une amende administrative de 0,5 % au minimum", et qui ont été ajoutés par l'arrêté royal du 4 mars 1999, ont été omis.

Cette correction, qui semble résulter d'un oubli (car les mêmes mots figurent dans le paragraphe 1er de la coordination en projet, conformément à ce que prévoit la version originale), est à omettre.

Article 150

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans la coordination en projet, les mots "pour l'Interconnexion, l'accès spécial et les utilisations partagées" qui figurent dans la version originale après les mots "la Chambre" ont été omis.

Il convient de signaler l'existence de cette correction.

Article 151

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans le paragraphe 1er de la coordination en projet, les mots "belge des services postaux et des télécommunications" qui figurent dans la version originale après les mots "l'Institut" ont été omis.

Il convient de signaler l'existence de cette correction.

La même observation vaut pour les autres dispositions de la coordination en projet où les mots précités ont été omis (1).

(1) Comme par exemple l'article 152, § 1er, 6°, de la coordination en projet.

Article 154

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans le paragraphe 1er de la coordination en projet, les mots "qui a les télécommunications dans ses attributions" qui figurent dans la version originale après les mots "le ministre" ont été omis.

Il convient de signaler l'existence de cette correction.

Article 162

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans la coordination en projet, les mots "est punie d'une amende de 200 à 10.000 francs" ont été utilisés à la place des mots "est punie d'une amende de deux cents à dix mille francs" qui figurent dans la version originale.

Il convient de signaler l'existence de cette correction, qui se justifie par le souci d'harmoniser la formulation des dispositions pénales de la coordination en projet.

Article 164

La liste qui figure dans le chapitre III du rapport au Roi signale une correction effectuée à cet article : la référence à l'article 84 a été remplacée par une référence à l'article 85. Or, cette correction a été opérée par la

loi du 5 juillet 1998. Il n'y a donc pas lieu de la mentionner dans la liste des fautes matérielles corrigées. Il convient en revanche de mentionner la loi du 5 juillet 1998 dans les modifications apportées à cet article.

Article 165

Cet article comporte une correction qui n'est pas signalée. Dans les trois premiers alinéas de la coordination en projet, l'abréviation "F" a été utilisée à la place du mots "francs" qui figure dans la version originale.

Cette correction est à omettre car elle n'est pas admissible sur la plan de la légistique.

Article 168

Le texte de cet article, qui correspond à l'article 122 de la loi du 21 mars 1991, doit être adapté au fait que la coordination en projet intègre la loi du 30 juillet 1979. L'habilitation donné au Roi ne vaut en effet qu'en ce qui concerne les dispositions qui trouvent leur origine dans la loi du 21 mars 1991. Il convient donc de préciser que

l'habilitation ne vaut pas pour les autres dispositions, en énumérant la liste de ces dernières (1).

Observations finales

A. Observations finales relatives aux annexes à la coordination en projet :

1. Il convient de faire figurer la table des matières coordonnées (qui figure dans le chapitre IV du rapport au Roi), ainsi que la table de concordance (qui figure dans les colonnes 1 à 3 du tableau qui figure dans le chapitre II du rapport au Roi) en annexe au texte même de la coordination.

Faire figurer ces documents en annexe de la coordination au lieu de les insérer dans le rapport au Roi rendra en effet leur consultation plus aisée. Du reste, comme certaines sources juridiques non officielles (tels les codes) ne publient pas le rapport au Roi, y insérer ces documents aurait pour effet d'en rendre la consultation fort difficile.

---

(1) Il est utile de remarquer que l'article 4 de l'avant-projet de loi "modifiant la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", qui a fait l'objet de la demande d'avis L. 29.958/4 adressée au Conseil d'Etat le 6 mars 2000, insère une disposition comparable à l'article 122 de la loi du 21 mars 1991 précitée dans la loi du 30 juillet 1979 précitée.

2. Par ailleurs, en ce qui concerne la table de concordance, les dispositions qui s'y trouvent sont classées dans leur ordre coordonné, non dans leur ordre originel. S'il est aisé de trouver l'origine des dispositions coordonnées, il est par contre beaucoup plus difficile de déterminer ce que sont devenues les dispositions figurant dans la loi du 30 juillet 1979 précitée ou dans la loi du 21 mars 1991 précitée. Il convient de remédier à cette lacune en établissant une seconde table, faisant l'objet d'une annexe supplémentaire, reprenant les dispositions classées dans leur ordre originel (1).

Egalement, en ce qui concerne la table de concordance, il importe d'y identifier les dispositions qui y figurent en respectant les règles de citation. C'est ainsi notamment qu'il y a lieu d'écrire "art. 1er" et "§ 1er" en chiffre ordinal au lieu de "art. 1" et "§ 1". C'est ainsi également qu'en ce qui concerne les directives européennes, il n'est pas d'usage de faire figurer un point après chaque initiale dans les abréviations "CE" ou "CEE".

3. Il convient d'établir deux annexes supplémentaires à la coordination :

a) Une annexe doit établir la liste des dispositions omises dans la coordination (2).

---

(1) Voir à cet égard le point 9.7. de la circulaire de légistique formelle précitée.

(2) Voir à cet égard le point 9.6. de la circulaire de légistique formelle précitée.

Cette liste mentionnera les dispositions qui ne figurent pas dans la table générale de concordance au chapitre II du rapport au Roi.

A cette liste, il convient d'ajouter les dispositions à propos desquelles il a été précisé dans les observations générales (voir l'observation générale n° 4 sur l'ensemble du texte, pp. 7 à 9) qu'elles ne doivent pas être reprises dans la coordination.

Pour chacune des dispositions non coordonnées, il y a lieu d'indiquer pour quelle raison elle n'a pas été reprise (1).

b) L'autre annexe comportera les notes justificatives relatives aux corrections effectuées aux dispositions coordonnées qui trouvent leur origine dans les lois des 30 juillet 1979 et 21 mars 1991 précitées (2). Ces notes doivent donner les motifs qui ont amené l'auteur de la

---

(1) Il est utile de rappeler ici qu'une réponse à l'avis de l'inspecteur des finances ne dispense pas de signaler l'omission d'une disposition dans la coordination en projet (l'inspection des finances avait notamment remarqué que la définition qui figurait à l'article 68, 15°, de la loi du 21 mars 1991 n'avait pas été reprise dans la coordination en projet; ce à quoi il avait été répondu que la disparition du terme "publicité" qui figure à cette disposition, "s'explique par le fait qu'il n'y avait aucune raison de définir un tel terme puisqu'il doit être compris dans son sens courant").

(2) Pour un exemple récent, voir les notes justificatives qui figurent en annexe V de l'arrêté royal du 14 juillet 1994 portant coordination de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités (Moniteur belge, 27 août 1994).

coordination à modifier la formulation employée dans les lois originelles, ainsi que les raisons pour lesquelles il convient de considérer que ces modifications sont admissibles. Les observations ne visent que les modifications autres que purement formelles.

A cet égard, il importe de remarquer que les quelques indications qui figurent dans le chapitre premier du rapport au Roi sont loin d'être suffisantes, car les explications qu'elles donnent sont trop sommaires par rapport à l'ampleur des adaptations envisagées.

4. Au regard des observations qui précèdent, la coordination en projet doit donc comporter au total cinq annexes :

- une annexe relative aux dispositions non reprises dans la coordination (1);

(1) Qui ne correspond à aucun document du projet.

- une annexe comportant la table des matières de la coordination (1)-(2);

- une annexe comportant la table de concordance entre la coordination et les lois originelles (3);

- une annexe comportant la table de concordance entre les lois originelles et la coordination (4);

- une annexe comportant les notes justificatives (5).

---

(1) Qui correspond au chapitre IV du rapport au Roi du projet.

(2) En ce qui concerne cette table des matières, il convient d'y utiliser le même mode de numérotation des chapitres, sections et sous-sections, que dans le corps même de la coordination en projet. C'est ainsi par exemple que la deuxième section du chapitre premier du titre premier doit y être numérotée en chiffres cardinaux romains, non en chiffres arabes.
Par ailleurs, également dans la table des matières, il convient d'y orthographier les intitulés de la même façon que dans le corps même de la coordination en projet. C'est ainsi que dans cette table des matières, dans l'intitulé de la section 8 (devenant VIII) du chapitre premier du titre IV, il convient d'écrire "Comité" en orthographiant la première lettre en majuscule.

(3) Qui correspond pour partie au chapitre IV du rapport au Roi du projet.

(4) Qui ne correspond à aucun document du projet.

(5) Qui ne correspond à aucun document du projet.

B. Observations finales de légistique relatives à la coordination en projet :

1. A de nombreux endroits de la coordination en projet, les mots "du présent article" (1), "du présent paragraphe" (2), "de la présente loi" (3), etc., ont été ajoutés. Outre que ces corrections matérielles ne sont pas signalées, de tels ajouts sont superflus (4).

2. Enfin, certaines imperfections matérielles ou erreurs de formulation qui figurent dans les textes originaux n'ont pas été corrigées dans la coordination en projet. On relève, notamment, celles qui consistent dans l'emploi de la formulation "doit être" ou "doivent être" là où il faut écrire "est" ou "sont". Pour le surplus, il est renvoyé à la circulaire de légistique formelle publiée sur le site du Conseil d'Etat (5).

Ces imperfections ou erreurs sont à corriger dans le texte coordonné.

---

(1) Comme par exemple dans l'article 47, alinéa 7, de la coordination en projet.

(2) Comme par exemple dans l'article 55, § 2, alinéa 3, de la coordination en projet.

(3) Comme par exemple dans l'article 61, § 1er, de la coordination en projet.

(4) Les mots "de la présente loi" seraient du reste incorrects, car il conviendrait d'écrire "du présent code". (voir l'observation faite sous l'article 2 de l'arrêté de coordination).

(5) Adresse : http:\\raadvst-consetat.gov.be

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het om advies voorgelegde ontwerp van besluit is gegrond op de coördinatiebevoegdheid die bij artikel 119 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de Koning is verleend (1).

Volgens het tweede lid, 3°, van dat artikel kan de Koning :

> "de redactie van de te coördineren bepalingen (van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven) wijzigen teneinde de overeenstemming ervan te garanderen en de terminologie ervan uniform te maken zonder dat daarbij afbreuk mag worden gedaan aan de beginselen die in die bepalingen ingeschreven zijn, behalve voor zover dat nodig is voor de tenuitvoerlegging van de richtlijnen, bedoeld in artikel 122 van deze wet.".

Gelet op het slot van die bepaling dient de aan de Koning verleende bevoegdheid aldus te worden begrepen dat ze ook de bevoegdheid omvat om de redactie van bestaande bepalingen te wijzigen met het oog op de omzetting van de communautaire richtlijnen.

---

(1) De adviesaanvraag dateert weliswaar van 10 mei 1999, maar het advies van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie van 6 april 1999 was niet bij die aanvraag gevoegd. Dat advies is op 1 september 1999 aan de afdeling wetgeving van de Raad van State toegezonden. De adviesaanvraag is op 22 september 1999 bevestigd door de Minister van Telecommunicatie van de nieuwe regering.

Sommige tekstcorrecties die in de ontworpen coördinatie aangebracht worden, kunnen echter niet worden ingepast in de aldus ruim opgevatte machtiging. Die correcties worden aangegeven in de bijzondere opmerkingen die gemaakt worden bij de artikelen 54, 55 en 93 van de coördinatie.

De aangepaste teksten zouden in principe uit de coördinatie moeten worden weggelaten; ze zouden evenwel in de vorm van bijzondere bepalingen kunnen worden opgenomen in de wet tot bekrachtiging van de coördinatie.

2. In de ontworpen coördinatie zijn inzonderheid de wijzigingen vervat die in de voormelde wet van 21 maart 1991 aangebracht zijn door :

1° het koninklijk besluit van 4 maart 1999 tot aanpassing van sommige bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijnen van de Europese Unie en tot wijziging van sommige bepalingen van die wet met betrekking tot de universele dienstverlening (1).

2° het koninklijk besluit van 9 juni 1999 tot omzetting van de verplichtingen die voortvloeien uit de van kracht zijnde richtlijn 97/67/EG van het Europees

---

(1) Bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 14 april 1999.

Parlement en de Raad van 15 december 1997 betreffende gemeenschappelijke regels voor de ontwikkeling van de interne markt voor postdiensten in de Gemeenschap en de verbetering van de kwaliteit van de dienst (1)

Bovendien zijn er, na de toezending van de adviesaanvraag betreffende de ontworpen coördinatie aan de afdeling wetgeving van de Raad van State, besluiten uitgevaardigd tot wijziging van de voormelde wetten van 30 juli 1979 of van 21 maart 1991, besluiten die vanzelfsprekend niet in de coördinatie opgenomen zijn. Het gaat om de volgende besluiten :

1° het koninklijk besluit van 6 november 1999 "houdende wijziging van artikel 105bis van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven" (waarover advies L. 29.573/4 handelt, dat op 28 september 1999 aangevraagd werd);

2° het koninklijk besluit van 21 december 1999 "tot aanpassing van sommige bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijnen van de Europese Unie en tot wijziging van sommige bepalingen van die wet met betrekking tot de universele-dienstverlening" (waarover advies L. 29.608/4 handelt, dat op 18 oktober 1999 aangevraagd werd);

---

(1) Bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 18 augustus 1999, tweede uitgave.

3° het koninklijk besluit van 23 december 1999 "tot aanpassing van artikelen 1 en 4 van bijlage 2 bij de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan richtlijn 97/33/EG" (waarover advies L. 29.710/4 handelt, dat op 9 december 1999 aangevraagd werd);

De coördinatie dient al deze wijzigingen te bevatten (1). Aangezien echter krachtens artikel 122, § 3, van de voormelde wet van 21 maart 1991 de voornoemde besluiten alleen van kracht blijven als ze binnen vijftien maanden na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad bij wet bekrachtigd worden, dreigt aan het coördinatiewerk afbreuk te worden gedaan wanneer dat niet tijdig gebeurt.

Om dat struikelblok uit de weg te gaan, adviseert de afdeling wetgeving om de wet houdende bekrachtiging van de coördinatie en de wet houdende bekrachtiging van alle voormelde besluiten terzelfder tijd tot stand te laten komen.

Voor het geval nog andere wijzigingen zouden worden aangebracht vóór de aanneming van de wet tot bekrachtiging

---

(1) De door de koninklijke besluiten van 6 november, 21 en 23 december 1999 aangebrachte wijzigingen hebben betrekking op de artikelen 68, 87, 89, 92bis, 105bis, 105nonies, 106, 109, 109bis, 109terD, alsmede op artikel 9 van bijlage 1 en de artikelen 1 en 4 van bijlage 2 van de voormelde wet van 21 maart 1991 (bepalingen die overeenstemmen met de artikelen 1, 6, 22, 23, 43, 46, 47, 55, 64, 67, 98 en 116 van de ontworpen coördinatie).

van de codificatie, wordt voorgesteld te werken met amendementen om er die nieuwe wijzigingen in op te nemen.

3. In het voornoemde artikel 119 van de wet van 21 maart 1991 wordt gepreciseerd dat de coördinatie, benevens de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, "de bepalingen van deze wet die betrekking hebben op telecommunicatie" moet bevatten.

De vraag rijst wat dient te worden verstaan onder "de bepalingen die betrekking hebben op telecommunicatie".

Het gaat ontegensprekelijk op zijn minst om titel III, dat het opschrift "De telecommunicatie" draagt, en om de bijlagen 1 tot 3, ook al hebben niet alle bepalingen van die titel uitsluitend op telecommunicatie betrekking. Dit is het geval met de bepalingen houdende organisatie van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie. Het is immers beter deze bepalingen op te nemen in het onderhavige ontwerp van wetboek dan ze afzonderlijk te laten bestaan in een titel van een wet die geen andere bepalingen meer zou bevatten.

Sommige bepalingen van deze titel dienen echter niet te worden opgenomen in de coördinatie om de redenen die uiteengezet zijn bij opmerking nr. 4 : het gaat om de artikelen 119 en 123 tot 128 die behoren tot de artikelen waarnaar verwezen wordt in onderdeel 1° van artikel 1 van het ontwerp van koninklijk besluit.

Voorts wordt in onderdeel 2° van hetzelfde artikel van het ontwerp bepaald dat gecoördineerd worden "in de mate dat die van toepassing zijn op de telecommunicatie, de artikelen 43bis, 44, 44bis, 44ter, 45bis, 46 en 46bis van de wet van 21 maart 1991 ...".

De artikelen 43bis, 45bis en 46bis hebben specifiek betrekking op de ombudsdienst voor telecommunicatie en dienen derhalve in de coördinatie te worden opgenomen.

De artikelen 44, 44bis, 44ter en 46 zijn van toepassing zowel op de ombudsdienst voor telecommunicatie als op de ombudsdiensten die bij artikel 43 van dezelfde wet ingesteld zijn bij de andere autonome overheidsbedrijven dan BELGACOM.

Er wordt voorgesteld het dispositief van deze artikelen in de coördinatie op te nemen. Deze oplossing biedt immers het voordeel dat de coördinatie volledig wordt uitgevoerd.

Concluderend dient in onderdeel 1° van artikel 1 van het ontwerp te worden verwezen naar de artikelen 43bis, 45bis, 46bis, 68 tot 118 en 120 tot 122 van de wet van 21 maart 1991, alsmede naar de bijlagen 1 tot 3 van deze wet die thans opgenomen zijn in onderdeel 3°, en in onderdeel 2° te worden verwezen naar de artikelen 44, 44bis, 44ter en 46 van de wet van 21 maart 1991 "in de mate dat die van toepassing zijn op de telecommunicatie" (1).

---

(1) De onderdelen 1° en 2° worden onderdeel 2° en onderdeel 3° ingevolge de bijzondere opmerking die gemaakt is bij artikel 1 van het ontworpen coördinatiebesluit.

4. In het om advies voorgelegde ontwerp van coördinatie wordt soms een verkeerde werkwijze gehanteerd, waaruit blijkt dat de aard zelf van een coördinatie of van een codificatie slecht begrepen werd.

Een koninklijk besluit houdende coördinatie van wetsbepalingen heeft in principe niet tot doel de oorspronkelijke wetsbepalingen te doen verdwijnen.

Deze blijven bestaan als wettelijke rechtsregel, maar "vivent d'une manière particulière, sous une forme végétative, si l'on peut dire", zoals Christian LAMBOTTE (1) het omschreef.

De oorspronkelijke teksten blijven immers alleen bestaan in de vorm van het besluit dat ze coördineert. Alleen de gecoördineerde tekst zal later gewijzigd of volledig of gedeeltelijk opgeheven worden, maar deze opheffingen zullen de teksten in hun oorspronkelijke vorm niet doen herleven. De verwijzingen naar de oorspronkelijke teksten in andere wetten of uitvoeringsbesluiten worden geacht gedaan te zijn bij de coördinatie.

Het druist derhalve tegen de logica in om in een gecoördineerde tekst te verwijzen naar wetsbepalingen die het ontwerp precies beoogt te coördineren. In het ontwerp wordt deze fundamentele fout verschillende malen gemaakt door uitdrukkelijk te verwijzen naar te coördineren bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming

---

(1) C. LAMBOTTE, "Technique législative et codification", Story-Scientia, 1988, blz. 188.

van sommige economische overheidsbedrijven en naar de wet van 30 juli 1979 betreffende radioberichtgeving (1).

Voorts mogen in een coördinatie geen bepalingen worden opgenomen die geen rechtsgevolgen meer hebben. Dit is het geval met de opheffingsbepalingen, met de bepalingen waarbij de Koning gemachtigd wordt de inwerkingtreding van een wet vast te stellen, wanneer alle artikelen van die wet werkelijk van kracht geworden zijn, of met de overgangsbepalingen die niet meer van toepassing zijn (2).

Hetzelfde geldt vanzelfsprekend voor de bepaling waaraan het ontwerp van coördinatie zijn rechtsgrond ontleent (3).

Bepalingen die andere wetten wijzigen dan die welke gecoördineerd worden, mogen evenmin in een coördinatie opgenomen worden (4).

---

(1) Dit is het geval met de artikelen 137, tweede lid, en 143, § 1, eerste lid, van de coördinatie.

(2) Het gaat om de artikelen 141 (artikel 74 van de wet van 21 maart 1991), 170 (artikel 123 van de wet van 21 maart 1991), 172 (artikel 99 van de wet van 17 december 1997 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991), 173, 174, 175 (de artikelen 17 en 18 van de wet van 30 juli 1979), 176 (artikel 18 van bijlage 1 bij de wet van 21 maart 1991) en 177 (artikel 19 van de wet van 30 juli 1979).

(3) Het gaat om artikel 167 dat overeenstemt met artikel 119 van de wet van 21 maart 1991.

(4) Het gaat om de artikelen 171 en 175, die overeenstemmen met artikel 127 van de wet van 21 maart 1991 en artikel 18 van de wet van 30 maart 1979.

5. De artikelen 33, 38 en 39 van de ontworpen coördinatie stemmen overeen met de artikelen 3, 10 en 11, tweede en derde lid, van de wet van 30 juli 1979, zoals ze gewijzigd zijn bij de wetten van 22 december 1989 en 15 maart 1994.

In die artikelen wordt geen rekening gehouden met arrest nr. 1/91 van 7 februari 1991 van het Arbitragehof, dat de laatstgenoemde bepalingen gedeeltelijk vernietigd heeft (1).

Het dispositief van dat arrest luidt als volgt :

"Het Hof [...] vernietigt :

1. artikel 3 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, in zoverre het de nationale overheid, zonder de in B.5. en B.6. aangegeven beperkingen in acht te nemen, ertoe machtigt om de normen betreffende de uitzendingen van private radio's te bepalen, en het diezelfde overheid aanwijst als de overheid die bevoegd is om de vergunningen tot exploitatie van dergelijke radio's te verlenen;

2. artikel 10 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, in zoverre het algemeen karakter van de in het eerste lid aan de Koning verleende machtiging de nationale overheid toestaat de aangelegenheid van de radio-omroep te regelen buiten de haar voorbehouden bevoegdheid, zoals die is omschreven in B.5.;

---

(1) Arrest van het Arbitragehof nr. 1/91, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 28 februari 1991.

3. [...] (1) lid 2 en 3 van artikel 11 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving zoals gewijzigd bij artikel 338 van de programmawet van 22 december 1989, in de mate dat die bepalingen betrekking hebben op private radio-omroepdiensten.".

De paragrafen B.5 en B.8 van dit arrest, waarnaar in het dispositief verwezen wordt, en de paragrafen B.9, tweede lid, en B.11, laatste lid, waarop de motivering van de punten 2 en 3 van het dispositief steunt, zijn als volgt gesteld :

"B.5. De voormelde bepalingen (2) hebben de aangelegenheid van de radio-omroep en de televisie in haar geheel naar de Gemeenschappen overgeheveld, behoudens de door de bijzondere wetgever bepaalde uitzondering.

Niettemin, om de integratie van elk van de radio-elektrische golven in het geheel van die welke over het nationale grondgebied worden uitgezonden, mogelijk te maken en om wederzijdse storingen te vermijden, moet de nationale overheid instaan voor de algemene politie van de radio-elektrische golven.

Deze opdracht omvat de bevoegdheid om de technische normen betreffende het toekennen van de frequenties en betreffende het vermogen van de zendtoestellen

---

(1) Het niet geciteerde deel van het dispositief is als volgt gesteld : "artikel 11 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, voordat het werd gewijzigd bij artikel 338 van de programmawet van 22 december 1989 en". Aangezien deze bepaling thans niet meer van kracht is, doet die vernietiging niets meer ter zake.

(2) Het gaat om artikel 4, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en om artikel 4, § 1, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap.

uit te vaardigen die gemeenschappelijk moeten blijven voor het geheel van de radioberichtgeving, ongeacht hun bestemming, en de bevoegdheid een technische controle te organiseren en de bedoelde normen strafbaar te stellen.

De uitoefening van die bevoegdheid dient evenwel zo geregeld te worden dat zij geen afbreuk doet aan de bevoegdheid van de Gemeenschappen aan wie -zoals hierboven is vastgesteld- de aangelegenheid van de radio-omroep in principe is toevertrouwd. Laatstgenoemde bevoegdheid omvat de bevoegdheid om met inachtneming van de nationale technische normen de technische aspecten te regelen die specifiek zijn voor de materie radio-omroep en de frequenties toe te wijzen. De Gemeenschappen kunnen alle technische normen, ook de nationale, toepassen bij de uitoefening van hun vergunnings- of erkenningsbevoegdheid.

Het staat aan de overheden die complementaire bevoegdheden uitoefenen te beoordelen of het opportuun is gebruik te maken van artikel 92bis van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd op 8 augustus 1988, dat in § 1 bepaalt : "De Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten kunnen samenwerkingsakkoorden sluiten die onder meer betrekking hebben op de gezamenlijke oprichting en het gezamenlijke beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen, op het gezamenlijk uitoefenen van eigen bevoegdheden, of op de gemeenschappelijke ontwikkeling van initiatieven".".

"B.8. Zelfs rekening houdend met die impliciete wijziging (1), stroken de bepalingen van artikel 3 niet met de regels die de onderscheiden bevoegdheid van de

---

(1) Het gaat om de wijziging van artikel 3, § 5, van de voormelde wet van 30 juli 1979 die voortvloeit uit de door het Hof in paragraaf B.7 van zijn arrest gestelde overweging, dat de woorden "Ministers die de radio-omroep onder hun bevoegdheid hebben", als volgt dienen te worden gelezen : "Gemeenschapsexecutieven".

Staat en de Gemeenschappen vaststellen, zoals die hierboven zijn uitgelegd (1).

Volgens die interpretatie, en met inachtneming van de in B.5. aangeduide beperkingen, zijn de private radio's een aan de Gemeenschappen toegewezen aangelegenheid; het komt derhalve aan hen en niet aan de nationale overheid toe de vergunningen of erkenningen terzake te verlenen, behoudens de naleving door de Gemeenschappen van de nationale normen en de aan de nationale overheid toekomende bevoegdheid om de naleving te verzekeren van de technische normen die zij conform het in B.5. en B.6. gestelde heeft uitgevaardigd.

Artikel 3 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving schendt de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten in zoverre het de nationale overheid er op een onbegrensde wijze toe machtigt om de normen betreffende de uitzendingen van private radio's te bepalen, en diezelfde overheid aanwijst als de overheid die bevoegd is om de vergunningen tot exploitatie van dergelijke radio's te verlenen.".

"B.9. tweede lid : Artikel 10 van de wet van 30 juli 1979, waarvan de twee leden onlosmakelijk met elkaar zijn verbonden, schendt de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, in zoverre wegens het algemeen karakter van de aan de Koning verleende machtiging de nationale overheid de aangelegenheid van de radio-omroep vermag te regelen buiten haar bevoegdheid, conform hetgeen in B.5. is omschreven.".

"B.11. laatste lid : De leden 2 en 3 van artikel 11 van de wet van 30 juli 1979, zoals gewijzigd bij artikel 338 van de programmawet van 22 december 1989, houden een bevoegdheidsoverschrijding in voor zover zij op de privé-radio-omroepdiensten zien.".

---

(1) Namelijk in paragraaf B.5.

Krachtens artikel 9, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof "(hebben) de door het Arbitragehof gewezen vernietigingsarresten (...) een absoluut gezag van gewijsde vanaf hun bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.".

Hieruit volgt dat de door het Hof vernietigde rechtsregels geacht worden juridisch nooit te hebben bestaan, behoudens het geval van arresten - dat zich hier niet voordoet - die, op grond van artikel 8, tweede lid, van die wet, aangeven welke gevolgen van de vernietigde bepalingen als gehandhaafd moeten worden beschouwd of voorlopig gehandhaafd worden.

Die situatie dient noodzakelijkerwijs tot uiting te komen in een gecoördineerde tekst, die de gecoördineerde bepalingen bevat zoals ze thans in het positief recht opgenomen zijn.

Op die beginselen kan geen uitzondering toegestaan worden, zelfs wanneer, zoals in casu, doordat het niet gaat om een vernietiging zonder meer, de bewuste tekst alleen blijft bestaan "in de mate" waarin dit in het arrest aangegeven wordt.

De bepaling dient dus anders gesteld te worden, wat weliswaar vrij moeilijk kan zijn, omdat het erom gaat te bepalen welke precieze rechtsregel nog van kracht is sinds ze gedeeltelijk vernietigd is.

Dat probleem maakt aannemelijk dat de wetgever bijzondere aandacht schenkt aan die nieuwe redactie. In de memorie van toelichting bij de bekrachtigingswet moet dit aan bod komen.

Voor de artikelen 33, 38 en 39 van de coördinatie, die overeenstemmen met de artikelen 3, 10 en 11, tweede en derde lid, van de wet van 30 juli 1979, wordt de volgende redactie voorgesteld, waarbij de toevoegingen en de wijzigingen ten opzichte van de huidige tekst cursief aangeduid worden en in een voetnoot uitgelegd worden :

Art. 33 van de coördinatie (huidige art. 3) :

"§ 1. Niemand mag in het Rijk noch aan boord van een zeeschip, een binnenschip, een luchtvaartuig of enige andere drager onderworpen aan het Belgisch recht, en zend- of ontvangtoestel voor radioverbinding houden, of een station of een net voor radioverbinding aanleggen en doen werken zonder schriftelijke vergunning van de Minister. Deze vergunning is persoonlijk en kan worden ingetrokken.

Het eerste lid is niet van toepassing op de vergunningen voor de exploitatie van private radio's (1).

§ 2. De Koning bepaalt de algemene regels inzake toekenning en intrekking van de in § 1 bedoelde vergunningen. Hij kan bepalen in welke gevallen die vergunningen niet vereist zijn.

---

(1) Arrest nr. 1/91, dispositief, *onder punt 1*; B.8, derde lid, *in fine*.

§ 3. De Minister bepaalt de verplichtingen van de houders van een vergunning en de voorwaarden waaraan de toegelaten stations en netten voor radioverbinding moeten voldoen. Hij kan zijn bevoegdheid tot het verlenen en intrekken van vergunningen overdragen aan een ambtenaar van het Instituut, hierna te noemen zijn gemachtigde.

§ 4. Tot de in de paragrafen 2 en 3 aan de Koning en de minister toegekende verordeningsbevoegdheid behoort de bevoegdheid voor de algemene politie van de radio-elektrische golven, met inbegrip van de bevoegdheid voor het uitvaardigen van de technische normen betreffende het toekennen van de frequenties en het vermogen van de zendtoestellen die gemeenschappelijk moeten blijven voor het geheel van de radioberichtgeving, ongeacht de bestemming ervan (1).

§ 5. (2). De in § 1 bedoelde vergunningen zijn

---

(1) Arrest nr. 1/91, dispositief, *onder punt 1*; B.5, tweede lid, *in fine*, en punt 3, *in limine;* B.8, derde lid.

Niet vervat in deze regeling zijn, om de hierna op de bladzijden 22 en 23 uiteengezette redenen, noch de overweging van het arrest in punt B.5, tweede lid, *in limine*, dat "de nationale overheid moet instaan voor de algemene politie van de radio-elektrische golven" om "de integratie van elk van de radio-elektrische golven in het geheel van die welke over het nationale grondgebied worden uitgezonden, mogelijk te maken en om wederzijdse storingen te vermijden", noch de passage van paragraaf B.5, derde lid, *in fine*, waarin aan de federale overheid "de bevoegdheid (wordt toegekend) om een technische controle te organiseren en (de niet-naleving) "van [de technische normen betreffende het toekennen van de frequenties en betreffende het vermogen van de zendtoestellen die gemeenschappelijk moeten blijven voor het geheel van de radioberichtgeving, ongeacht de bestemming ervan, strafbaar te stellen]".

(2) Voorheen paragraaf 4, vernummerd wegens de invoeging van een nieuwe, voormelde, paragraaf 4.

niet vereist voor de openbare radio-omroepdiensten, noch voor de stations voor radioverbinding die voor militaire doeleinden of met het oog op de openbare veiligheid aangelegd en gebruikt worden door de diensten die onder de Minister van Landsverdediging ressorteren, door de Noord Atlantische Verdragorganisatie en door de Geallieerde Strijdkrachten.".

Art. 38 van de coördinatie (huidige art. 10) :

"De Koning stelt de verordeningen van algemeen bestuur en de politieverordeningen betreffende de radioverbindingen alsook de verordeningen betreffende hun bescherming vast, inzonderheid de technische voorschriften waaraan de toestellen die radio-elektrische storingen kunnen verwekken, moeten voldoen.

De verordeningen van algemeen bestuur die de radio-omroep aanbelangen, worden getroffen op de voordracht van de Ministers tot wier bevoegdheid de radioverbindingen enerzijds en de radio-omroepdiensten van de betrokken gemeenschap anderzijds behoren.

Tot de door deze bepaling aan de Koning toegekende bevoegdheden behoort de bevoegdheid voor de algemene politie van de radio-elektrische golven, met inbegrip van de bevoegdheid voor het uitvaardigen van de tech-

---

De vroegere paragraaf 5 bepaalde het volgende :

"Voor de private radio-omroepdiensten worden de in § 1 bedoelde vergunningen slechts afgeleverd na eensluidend advies van de Ministers tot wiens bevoegdheid de radio-omroep behoort, ieder voor wat hem betreft". Het Hof heeft in paragraaf B.7 van het arrest aangegeven dat de woorden "Ministers die de radio-omroep onder hun bevoegdheid hebben", als volgt dienen te worden gelezen : "Gemeenschapsexecutieven", thans "Gemeenschapsregeringen".

Die vroegere paragraaf 5 is niet opgenomen. Die bepaling betreft immers de vergunningen betreffende de private radio-omroepdiensten, waarvan het Hof in paragraaf B.8, tweede lid, op algemene wijze stelt dat die aangelegenheid aan de gemeenschappen toegewezen is.

nische normen betreffende het toekennen van de frequenties en het vermogen van de zendtoestellen die gemeenschappelijk moeten blijven voor het geheel van de radioberichtgeving, ongeacht de bestemming ervan (1).

Art. 39 van de coördinatie (huidige art. 11, tweede en derde lid) :

"De Koning stelt het bedrag vast van de rechten die aan het Instituut moeten worden betaald door de aanvragers en titularissen van de vergunningen bedoeld in artikel 33, § 1, om de uitgaven te dekken die voortvloeien uit de controle over de naleving van hun verplichtingen en van de aan hun stations en netten voor radioverbinding opgelegde voorwaarden alsmede voor het te hunner beschikking stellen van één of meer frequenties en het recht deze te gebruiken.

Hij bepaalt de betalingsmodaliteiten van die rechten.

Deze bepaling is niet van toepassing in zoverre ze betrekking heeft op de private radio-omroepdiensten (2).".

Men zal opgemerkt hebben dat in de voorgestelde teksten de federale bevoegdheden inzake radioverbinding en radio-omroep worden afgebakend, zonder dat de omvang van de bevoegdheid van de gemeenschappen ter zake aangegeven wordt. Het staat immers aan de gemeenschappen, en niet aan de

---

(1) Arrest nr. 1/91, dispositief, *onder punt 2*; B.5, tweede lid, *in fine*, en 3, *in limine*; B.9, tweede lid. Zie de opmerking in voetnoot nr. 15 op bladzijde 18, aan te passen op het ogenblik dat het advies definitief zal zijn, betreffende het niet rekening houden met twee passages van die paragraaf B.5 van het arrest bij de redactie van de hier voorgestelde toevoeging.

(2) Arrest nr. 1/91, dispositief, *onder punt 3*; B.11, laatste lid.

federale overheid, om in dit verband de noodzakelijke initiatieven te nemen.

Evenzo wordt in de voorgestelde teksten geen gewag gemaakt van de verplichting van de federale overheid om de communautaire bevoegdheden in acht te nemen, een regel die immers algemeen geldt in de betrekkingen tussen de Staat, de gemeenschappen en de gewesten en waaraan niet dient te worden herinnerd bij de tenuitvoerlegging van hun respectieve bevoegdheden.

De volgende passages uit het arrest nr. 1/91 van het Arbitragehof zijn dus niet weergegeven :

> "De uitoefening van de [federale bevoegdheid inzake radio-omroep en televisie] dient evenwel zo geregeld te worden dat zij geen afbreuk doet aan de bevoegdheid van de Gemeenschappen aan wie - zoals hierboven is vastgesteld - de aangelegenheid van de radio-omroep in principe is toevertrouwd. Laatstgenoemde bevoegdheid omvat de bevoegdheid om met inachtneming van de nationale technische normen de technische aspecten te regelen die specifiek zijn voor de materie radio-omroep en de frequenties toe te wijzen. De Gemeenschappen kunnen alle technische normen, ook de nationale, toepassen bij de uitoefening van hun vergunnings- of erkenningsbevoegdheid.".

In de voorgestelde teksten is evenmin de overweging opgenomen die vervat is in punt B.5, tweede lid, *in limine*, van het arrest, dat de federale overheid bevoegd is "voor de algemene politie van de radio-elektrische golven" om "de integratie van elk van de radio-elektrische golven in het geheel van die welke over het nationale grondgebied worden uitgezonden, mogelijk te maken en om wederzijdse

storingen te vermijden". Die overwegingen dienen immers te worden uitgelegd als een motivering van de federale bevoegdheid die erin aangegeven wordt, welke motivering geenszins in een normatieve rechtsregel dient te worden omgezet en trouwens gesteld is in bewoordingen waaraan een teleologische interpretatie dient te worden gegeven en die zich tot die omzetting niet lenen.

De passage in paragraaf B.5, derde lid, *in fine*, van arrest nr. 1/91, waarin aan de federale overheid "de bevoegdheid (wordt toegewezen) om een technische controle te organiseren en de niet-naleving [van de technische normen betreffende het toekennen van de frequenties en (...) het vermogen van de zendtoestellen die gemeenschappelijk moeten blijven voor het geheel van de radioberichtgeving, ongeacht hun bestemming, strafbaar te stellen]" is niet opgenomen in de voorgestelde artikelen 33, 38 en 39 van de coördinatie, die met die aangelegenheden niets uitstaande hebben. Deze aangelegenheden worden geregeld bij artikel 143, § 3, en 165, eerste en derde lid, van de ontworpen coördinatie in zoverre ze betrekking hebben op de naleving van de artikelen 33 en 38 van de bewuste coördinatie.

Ten slotte is de volgende overweging van paragraaf B.5, laatste lid, van arrest nr. 1/91 van het Hof, evenmin opgenomen in de hierboven voorgestelde teksten, omdat ze zich niet leent tot een omzetting in normatieve rechtsregels en bovendien aan de betrokken overheden de bevoegdheid toekent om te beoordelen of het opportuun is op de aangegeven manier te handelen :

"Het staat aan de overheden die complementaire bevoegdheden uitoefenen te beoordelen of het opportuun is gebruik te maken van artikel 92bis van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd op 8 augustus 1988, dat in § 1 bepaalt : "De Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten kunnen samenwerkingsakkoorden sluiten die onder meer betrekking hebben op de gezamenlijke oprichting en het gezamenlijke beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen, op het gezamenlijk uitoefenen van eigen bevoegdheden, of op de gemeenschappelijke ontwikkeling van initiatieven".".

De documenten ter verduidelijking van de ontworpen coördinatie, die bedoeld zijn om samen met die coördinatie te worden bekendgemaakt, met name de concordantietabellen, die de oorsprong van de gecoördineerde bepalingen vermelden, de aantekeningen ter verantwoording en de voetnoten waarvan de redactie hieronder in overweging gegeven wordt (1), zouden uitleg dienen te bevatten over de wijze waarop de strekking van arrest nr. 1/91 van het Arbitragehof weergegeven is in de artikelen 33, 38 en 39 van de coördinatie.

---

(1) Eerste algemene opmerking betreffende de tekst van de coördinatie; blz. 30-33.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

I. Coördinatiebesluit

Opschrift

De nummering gebruikt in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven dient strikt te worden gevolgd. Er dient dus te worden geschreven "van Hoofdstuk X van Titel I" in plaats van "van Hoofdstuk 10 tot Titel I".

Verder schrijve men "van de wet van 21 maart 1991" in plaats van "bij de wet van 21 maart 1991". Het gebruikte voorzetsel slaat immers niet alleen op de "bijlagen", maar ook op de opgesomde onderverdelingen van de voormelde wet van 21 maart 1991.

Aanhef

Eerste lid

Men schrijve "inzonderheid op artikel 119, vervangen bij de wet van 19 december 1997;" in plaats van "inzonderheid op het artikel 119;".

Tweede lid

Dit lid behoort te vervallen. In de aanhef dient immers alleen te worden verwezen naar de rechtsgrond van de ontworpen coördinatie, en niet naar de teksten die deel uitmaken van die coördinatie.

Het derde en het vierde lid worden respectievelijk het tweede en het derde lid.

Vijfde lid

Dat lid dient te vervallen. Volgens de verklaring van de Minister van Telecommunicatie is de adviesaanvraag aan de Raad van State overgezonden zonder dat gebruik gemaakt is van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Het zesde lid wordt het vierde lid.

Voordrachtformulier

In de Franse tekst dient "Sur la proposition" te worden geschreven in plaats van "Sur proposition".

Dispositief

Artikel 1

In de inleidende volzin schrijve men : "De hierna genoemde bepalingen worden gecoördineerd volgens de bij dit besluit gevoegde tekst :".

De wetten of gedeelten van wetten die gecoördineerd worden, dienen naar tijdsorde te worden opgesomd. Onderdeel 4° wordt derhalve onderdeel 1°, onderdeel 1° wordt onderdeel 2°, enz.

Wat betreft de huidige onderdelen 1° en 3°, wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 3.

Aangezien in onderdeel 1° (dat onderdeel 2° wordt) het volledige opschrift van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige overheidsbedrijven wordt geciteerd, dient dat volledige opschrift niet meer te worden vermeld in onderdeel 2° (dat onderdeel 3° wordt). Men schrijve gewoon "de voormelde wet van 21 maart 1991".

In onderdeel 4° (dat onderdeel 1° wordt) dient te worden geschreven "de artikelen 1 tot 19 van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving" in plaats van "de bepalingen 1 tot 19 van de wet van 30 juli 1979 betreffende radioberichtgeving;".

Ten slotte dienen in de opsomming in dat artikel de uitdrukkelijke en de nog van kracht zijnde wijzigingen te

worden vermeld die aangebracht zijn in de wetten of gedeelten van wetten waarnaar verwezen wordt, alsmede het feit dat sommige bepalingen door het Arbitragehof vernietigd zijn.

Die wijzigingen zijn de volgende :

1° wat de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving betreft : de wijzigingen die daarin zijn aangebracht bij de wet van 22 december 1989, het koninklijk besluit van 15 maart 1994, de wet van 20 december 1995, de wet van 6 mei 1998, alsook de gedeeltelijke vernietiging ervan ten gevolge van arrest nr. 1/91 van 7 februari 1991 van het Arbitragehof;

2° wat betreft de artikelen 43bis, 45bis, 46bis, de artikelen 68 tot 118, 120 tot 122 en de bijlagen 1 tot 3 bij de voormelde wet van 21 maart 1991 : de wijzigingen die daarin zijn aangebracht bij de wet van 10 november 1993, de wet van 30 juni 1994, de wet van 12 december 1994, het koninklijk besluit van 22 december 1994, de wet van 20 december 1995, het koninklijk besluit van 28 oktober 1996, de gedeeltelijke vernietiging ervan ten gevolge van arrest nr. 21/97 van 17 april 1997 van het Arbitragehof, alsook de wijzigingen die daarin zijn aangebracht bij de wet van 19 december 1997, de wet van 10 juni 1998, de wet van 5 juli 1998, het koninklijk besluit van 4 maart 1999 en het koninklijk besluit van 9 juni 1999 (1).

---

(1) De koninklijke besluiten van 6 november 1999, 21 december 1999 en 23 december 1999, die bekendgemaakt en in werking getreden zijn nadat over dit ontwerp van coördinatie om advies is verzocht, zijn niet in dat ontwerp verwerkt.

Artikel 2

Er behoort te worden geschreven "... krijgt het volgende opschrift : ...".

Artikel 119, eerste lid, van de voornoemde wet van 21 maart 1991 bepaalt dat de door de Koning op te stellen coördinatie een "Telecommunicatiewetboek" zal zijn. Die door de wetgever gewenste benaming (1) dient te worden overgenomen.

Door het gebruik van aanhalingstekens in de wetsbepaling wordt immers aangegeven dat de gebruikte benaming geen algemene benaming is maar het opschrift ter benoeming van de coördinatie.

Deze opmerking geldt eveneens voor het opschrift van de coördinatie, voor artikel 1 ervan, waar de woorden "van deze wet" moeten worden vervangen door de woorden "van dit wetboek" en voor alle andere bepalingen van de coördinatie waar de woorden "van deze wet" worden gebezigd (2), wanneer er grond bestaat om een dergelijke verwijzing te behouden (3).

---

(1) En die trouwens wordt gebruikt in het verslag aan de Koning bij het ontwerp.

(2) Bijvoorbeeld in artikel 62 van de ontworpen coördinatie.

(3) Zie in dit verband slotopmerking nr. 1 betreffende de tekst van de coördinatie.

Artikel 4

De minister aan wie in de uitvoeringsbepaling een bevoegdheid wordt opgedragen, dient in algemene bewoordingen te worden vermeld. Artikel 4 behoort als volgt te worden gesteld :

"Onze Minister bevoegd voor telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.".

II. Tekst van de coördinatie (bijlage bij het coördinatiebesluit)

Algemene opmerkingen

1. Volgens de regels van de wetgevingstechniek moet bij elk artikel van een coördinatie een voetnoot worden geplaatst. In die voetnoten moeten, in deze volgorde, worden vermeld :

a) de aard en datum van de oorspronkelijke regeling;

b) de bepalingen waarop het artikel van de coördinatie teruggaat;

c) in voorkomend geval, de wijzigingen die dat artikel heeft ondergaan;

d) in voorkomend geval, de wijzigingen die door de coördinatie in de oorspronkelijke tekst worden aangebracht (1).

Het is immers "absoluut noodzakelijk dat de oorspronkelijke tekst kan worden teruggevonden, niet alleen opdat de gecodificeerde of gecoördineerde teksten juridisch getoetst kunnen worden aan de oorspronkelijke teksten, maar ook om de parlementaire voorbereiding van elk van de betrokken bepalingen te kunnen terugvinden" (2).

Op te merken valt dat in casu elke voetnoot ontbreekt.

Het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan de ontworpen coördinatie bevat weliswaar een aantal inlichtingen die in die voetnoten zouden moeten worden opgenomen. Zo is in hoofdstuk II van het verslag aan de Koning een "algemene overeenstemmingstabel" opgenomen met een kolom waarin wordt aangegeven met welke bepaling elk artikel van

---

(1) C. LAMBOTTE motiveert deze laatste vermelding als volgt : "C'est à la suggestion de magistrats de l'ordre judiciaire que l'indication des mots remplacés et des références transposées est donnée; elle facilite la tâche du juge et de l'interprète" (Technique législative et codification, Brussel, Story-Scientia, 1988, blz. 231).

(2) Zie in dit verband punt 9.4. van de circulaire betreffende de wetgevingstechniek, die bekendgemaakt is op de internetsite van de Raad van State, (http://www.raadvst-consetat.fgov.be).

de coördinatie overeenstemt (1), alsook een kolom met als opschrift "oorsprong van de bepaling", waarin wordt aangegeven welke wijzigingen dat artikel heeft ondergaan (2). Zo ook bevat hoofdstuk III van het verslag aan de Koning een lijst van de "materiële fouten die bij de coördinatie ... zijn rechtgezet".

Door die documenten wordt de ontstentenis van voetnoten echter niet verholpen. Voetnoten kunnen immers makkelijker worden ingekeken, aangezien ze in de tekst voorkomen op dezelfde bladzijde als het desbetreffende artikel van de coördinatie en alle inlichtingen over dat artikel daarin voorkomen.

Er moeten dan ook in de hiervoren beschreven vorm voetnoten worden opgesteld (3).

In het kader van het onderzoek van de ontworpen coördinatie zullen de voormelde kolommen van de tabel vervat in hoofdstuk II van het verslag aan de Koning en de lijst

---

(1) De tweede kolom als de bepaling voortkomt uit de voormelde wet van 21 maart 1991, de derde kolom als ze voortkomt uit de voornoemde wet van 30 juli 1979.

(2) De vierde kolom.

(3) Zo zou de voetnoot betreffende artikel 7 van de ontworpen coördinatie als volgt moeten worden gesteld :

"Artikel 7 : artikel 92 van de wet van 21 maart 1991, vervangen bij de wet van 19 december 1997 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 maart 1999; in § 1, eerste zin, van de Franse tekst worden de woorden "est libre" vervangen door de woorden "sont libres".".

vervat in hoofdstuk III van dat verslag artikelsgewijs worden onderzocht alsof ze in de vorm van voetnoten voorkwamen.

Het spreekt vanzelf dat, zo er ná het advies van de Raad van State in de ontworpen coördinatie wijzigingen worden aangebracht, ervoor gezorgd moet worden dat die voetnoten daaraan worden aangepast.

2. Er ontbreken vaak inlichtingen in de vierde kolom van de "algemene overeenstemmingstabel", die vervat is in hoofdstuk II van het verslag aan de Koning en waarin wordt aangegeven waar de gecoördineerde artikelen vandaan komen. In dit verband wordt de aandacht van de steller van de ontworpen coördinatie gevestigd op het feit dat voor elke bepaling die in de coördinatie wordt opgenomen, niet alleen dient te worden aangegeven op welke bepaling ze teruggaat, maar ook melding moet worden gemaakt van :

- alle nog van kracht zijnde uitdrukkelijke wijzigingen die in laatstgenoemde bepaling zijn aangebracht;

- de juiste aard van de wijzigingen die daarin zijn aangebracht (door de vermelding "gewijzigd bij ...", "vervangen bij ...", "ingevoegd bij ...", enz.).

Met het door hem opgestelde overzicht komt de steller van de coördinatie er niet toe nauwkeurig alle inlichtingen van beiderlei aard aan te geven.

Louter bij wijze van voorbeeld wordt hier aangegeven wat ontbreekt in de kolom "oorsprong van de bepaling", vervat in de "algemene overeenstemmingstabel" die is opgenomen in hoofdstuk II van het verslag aan de Koning :

- wat artikel 1, 1°, van de gecoördineerde versie betreft (welke bepaling overeenkomt met artikel 68, 1°, van de wet van 21 maart 1991 en artikel 1, 1°, van de wet van 30 juli 1979), is de vermelding van artikel 1, 1°, van de wet van 30 juli 1979 onvolledig, aangezien die bepaling vervangen is bij het koninklijk besluit van 15 maart 1994;

- wat artikel 1, 5°, van de gecoördineerde versie betreft (welke bepaling overeenkomt met artikel 68, 16°, van de wet van 21 maart 1991), is de vermelding van artikel 87, A), van de wet van 20 december 1995 onvolledig, aangezien er ook moet worden aangegeven dat dit onderdeel 16° bij die wet in dat artikel 68 is ingevoegd;

- wat artikel 1, 20°, van de gecoördineerde versie betreft (welke bepaling overeenkomt met artikel 68, 8°, van de wet van 21 maart 1991), is de vermelding van artikel 13, § 1, F), van de wet van 19 december 1997 onvolledig, aangezien ook vermeld moet worden dat dit onderdeel 8° van dat artikel 68 vervangen is bij die wet;

- wat artikel 1, 21°, van de gecoördineerde versie betreft (welke bepaling overeenkomt met artikel 68, 9°, van de wet van 21 maart 1991), is de vermelding van artikel 13, § 1, G), van de wet van 19 december 1997 onvolledig, aangezien ook moet worden aangegeven dat dit onderdeel 9° van dat artikel 68 gewijzigd is bij die wet;

- wat artikel 50 van de gecoördineerde versie betreft (welke bepaling overeenkomt met artikel 109ter, § 4, van de wet van 21 maart 1991), berust de vermelding van artikel 7, C), D) en E), van het koninklijk besluit van 4 juli 1999 op een vergissing en is ze onvolledig, aangezien de juiste datum van dat besluit 4 maart 1999 is (en niet 4 juli 1999) en ook vermeld moet worden dat paragraaf 4 van dat artikel 109ter bij dat besluit gewijzigd is;

- wat artikel 138 van de gecoördineerde versie betreft (welke bepaling overeenkomt met artikel 78 van de wet van 21 maart 1991), is de vermelding van artikel 8 van de wet van 12 december 1994 en van artikel 18 van de wet van 19 december 1997 onvolledig, aangezien ook vermeld moet worden dat dit artikel 78 gewijzigd is bij beide laatstgenoemde wetten en voorts nog bij het koninklijk besluit van 9 juni 1999.

3. Ook de "lijst van de materiële fouten die ... zijn rechtgezet", die voorkomt in hoofdstuk III van het verslag aan de Koning betreffende de ontworpen coördinatie (waarvan de tekst, overeenkomstig de hiervoren gemaakte algemene opmerking nr. 1, moet worden opgenomen in de voetnoten bij elk desbetreffend artikel van de coördinatie) geeft aanleiding tot algemene opmerkingen. Die lijst, waarvan het opschrift meldt dat ze "volledig" zou zijn, is echter verre van volledig en dient dan ook te worden aangevuld.

Zo wordt, wanneer een verwijzing naar een bepaling (met toepassing van artikel 119, tweede lid, 2°, van de voornoemde wet van 21 maart 1991) gewijzigd is om die verwijzing in overeenstemming te brengen met de nummering van de gecoördineerde tekst, zulks niet vermeld (1), tenzij in bepaalde gevallen.

Zo ook wordt in die lijst niet voldoende duidelijk aangegeven op welke plaats een verschrijving rechtgezet is (2).

Ten slotte bevat de ontworpen coördinatie zeer veel rechtzettingen die niet worden vermeld. Die niet vermelde rechtzettingen worden aangegeven in de bijzondere opmerkingen (3).

Van die rechtzettingen die door de stellers van het ontwerp niet worden vermeld, worden de volgende opgegeven in

---

(1) Zo bijvoorbeeld wordt inzake de vermelde rechtzetting betreffende artikel 51 van de ontworpen coördinatie niet aangegeven dat de verwijzing die voorkomt in paragraaf 2, in fine, van dat artikel verbeterd is (de verwijzing naar artikel 109ter, § 5, is immers vervangen door een verwijzing naar artikel 52).

(2) Zo, bijvoorbeeld, wordt inzake artikel 31 van de coördinatie, wel aangegeven dat een verschrijving is rechtgezet, maar niet dat die verschrijving in onderdeel 1° stond.

(3) De aandacht van de steller van de ontworp coördinatie wordt erop gevestigd dat er zoveel niet vermelde rechtzettingen zijn, dat de opsomming die daarvan in dit advies wordt gegeven onvolledig zou kunnen zijn.

deze algemene opmerkingen, opdat ze niet behoeven te worden vermeld op elke plaats van de tekst waar ze voorkomen :

1° in de lijst wordt niet systematisch melding gemaakt van de rechtzettingen die in de oorspronkelijke tekst zijn aangebracht door de vervanging van een kleine letter door een hoofdletter (1) of omgekeerd, terwijl telkens zou moeten worden aangegeven wanneer zulke verschrijvingen moeten worden gecorrigeerd (2);

2° in de lijst wordt geen melding gemaakt van de rechtzettingen die in de oorspronkelijke tekst zijn aangebracht door het invoegen van een koppelteken (3) of door het schrappen van dat teken;

3° in de lijst wordt geen melding gemaakt van de rechtzettingen die in de oorspronkelijke tekst zijn aangebracht door het wijzigen van de symbolen waarmee een opsomming

---

(1) Zoals bijvoorbeeld in artikel 1, 41°, van de ontworpen coördinatie, waar de beginletter van het woord "Kosten" een hoofdletter is, terwijl de beginletter van dat woord in de oorspronkelijke versie een kleine letter is.

(2) In sommige gevallen kan de wijziging die in de oorspronkelijke tekst wordt aangebracht, niet worden aanvaard. Dat is bijvoorbeeld het geval met artikel 68, § 1, 1°, van de ontworpen coördinatie, waar het woord "Wet" verkeerdelijk met een hoofdletter is geschreven.

(3) Zoals bijvoorbeeld in de Franse tekst van artikel 1, 49°, van de ontworpen coördinatie, waar een koppelteken ingevoegd wordt tussen de woorden "au delà" van de oorspronkelijke versie.

wordt aangegeven (1) of wanneer zulke symbolen worden ingevoegd;

4° in de lijst wordt geen melding gemaakt van de rechtzettingen die in de oorspronkelijke tekst zijn aangebracht door het omvormen van een of meer zinnen tot één lid (2) of omgekeerd;

5° in de lijst wordt geen melding gemaakt van de rechtzettingen die in de oorspronkelijke tekst zijn aangebracht door het omvormen van een lid tot een paragraaf (3) of omgekeerd;

6° in de lijst wordt geen melding gemaakt van de rechtzettingen die in de oorspronkelijke tekst zijn aangebracht

---

(1) Zoals bijvoorbeeld in artikel 82, tweede lid, van de ontworpen coördinatie, waar de opsomming aangegeven wordt met "1°" en "2°", terwijl die opsomming in de oorspronkelijke versie met streepjes was aangegeven.

(2) Zoals bijvoorbeeld in artikel 82 van de ontworpen coördinatie, waarvan het tweede lid in de oorspronkelijke versie geen afzonderlijk lid was, maar een gewone zin.

(3) Zoals bijvoorbeeld in artikel 7 van de ontworpen coördinatie, waarvan paragraaf 4 in de oorspronkelijke versie alleen een lid was; de inspecteur van financiën heeft daarop overigens gewezen in zijn advies van 16 april 1999.

door het toevoegen van een komma (1) of van een ander leesteken (2), of door het schrappen ervan (3);

7° in de lijst wordt niet systematisch melding gemaakt van de rechtzettingen die in de oorspronkelijke tekst zijn aangebracht door de wijziging van de vervoeging van werkwoorden (4), terwijl telkens zou moeten worden aangegeven wanneer zulke verschrijvingen moeten worden gecorrigeerd (5);

---

(1) Zoals bijvoorbeeld in de Franse tekst van artikel 82, zesde lid, tweede zin, van de coördinatie, waar een komma staat na de woorden "est prise et" en na de woorden "pour le pourcentage annuel", terwijl geen komma staat in de oorspronkelijke tekst.

(2) Zoals bijvoorbeeld in artikel 1, 27°, a), van de ontworpen coördinatie, waar een kommapunt staat na de woorden "een openbaar telecommunicatienetwerk", terwijl dat leesteken in de oorspronkelijke versie niet voorkomt.

(3) Zoals bijvoorbeeld in de Franse tekst van artikel 96, § 5, van de ontworpen coördinatie. De komma die in de oorspronkelijke tekst staat tussen de woorden "du service universel" en de woorden "sont communiqués", komt immers niet meer voor in de ontworpen coördinatie.

(4) Zoals bijvoorbeeld in artikel 23, § 1, tweede lid, van de ontworpen coördinatie, waar, in de inleiding van de opsomming, de woorden "slaat ... op" worden gebezigd, terwijl in de oorspronkelijke versie de woorden "zal ... slaan op" werden gebruikt.

(5) In sommige gevallen kan de wijziging die in de oorspronkelijke tekst wordt aangebracht, niet worden aanvaard. Dat is bijvoorbeeld het geval met artikel 51, § 2, eerste zin, van de Franse tekst van de ontworpen coördinatie. Er behoort immers te worden geschreven "peut exiger qu'il soit procédé à une interconnexion", zoals in de oorspronkelijke versie, in plaats van "peut

8° in de lijst wordt niet systematisch melding gemaakt van de rechtzettingen die in de oorspronkelijke tekst zijn aangebracht door het wijzigen van de overeenstemming met het genus (1) of het getal (2), terwijl telkens zou moeten worden aangegeven wanneer zulke verschrijvingen moeten worden gecorrigeerd (3);

9° in de lijst wordt niet systematisch melding gemaakt van de rechtzettingen die in de oorspronkelijke tekst zijn

---

exiger qu'il soit procéder à une interconnexion", zoals in de ontworpen coördinatie.

(1) Zoals bijvoorbeeld in artikel 5, § 2, eerste zin, van de Franse tekst van de ontworpen coördinatie, waar het woord "civiles" verwijst naar een vrouwelijk substantief, terwijl het in de oorspronkelijke versie als "civils" geschreven was.

(2) Zoals bijvoorbeeld in artikel 6, tweede lid, p), van de Franse tekst van de ontworpen coördinatie, waar het woord "urgence" in het enkelvoud staat, terwijl het in de oorspronkelijke versie in het meervoud stond, of in artikel 55, § 2, derde lid, van de Nederlandse tekst van de ontworpen coördinatie, waar het woord "kosten" wordt gebruikt ter vervanging van het woord "kost" uit de oorspronkelijke versie.

(3) In sommige gevallen kan de wijziging die in de oorspronkelijke tekst wordt aangebracht, niet worden aanvaard. Dat is bijvoorbeeld het geval met artikel 1, 26°, van de Franse tekst van de ontworpen coördinatie, waar het woord "préexistant" lijkt te verwijzen naar een enkelvoudig substantief, terwijl het net als in de oorspronkelijke versie op een meervoudig substantief betrekking heeft.

aangebracht door het aaneenschrijven van twee woorden (1).

5. Wanneer voor afdelingen of onderafdelingen nieuwe opschriften worden gegeven, moet ervoor worden gezorgd dat een zekere harmonie behouden blijft. Wanneer voor het opschrift van de meeste onderverdelingen geen lidwoord wordt gebezigd, is het raadzaam om een opschrift nooit met een lidwoord te laten beginnen (zie bijvoorbeeld het opschrift van titel III, en van hoofdstuk I, en van de afdelingen en de onderafdelingen ervan).

---

(1) Zoals in artikel 76, tweede lid, van de ontworpen coördinatie, waar de woorden "universele dienstverlener" aaneen zijn geschreven.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

Het nieuwe opschrift (geredigeerd met inachtneming van de opmerking die over artikel 2 van het coördinatiebesluit is gemaakt) behoort te worden aangevuld met de woorden "gecodificeerd op ... (gevolgd door de datum van het coördinatiebesluit)".

Artikel 1

1. De begrippen die in dit artikel gedefinieerd worden, worden niet altijd gebruikt waar dat zou kunnen, hoewel zulks de tekst eenvormiger en eenvoudiger zou maken (1).

2. In de "lijst van de materiële fouten" die is opgenomen in hoofdstuk III van het verslag aan de Koning, wordt ten onrechte gesteld dat in onderdeel 49° van de Nederlandse tekst de woorden "netwerk" en "aansluitingspunt" aan elkaar geschreven zijn. In feite zijn de woorden "netwerk" en "aansluitpunt" aan elkaar geschreven.

---

(1) Zie, bijvoorbeeld, de opmerking die in dit verband wordt gemaakt over artikel 73 van de ontworpen coördinatie.

Naast de in hoofdstuk III van het verslag aan de Koning opgesomde rechtzettingen zijn in dit artikel nog rechtzettingen aangebracht die niet worden vermeld. Zo :

1° wordt in de Franse tekst van onderdeel 20° van de ontworpen coördinatie een definitie gegeven van de woorden "Service de lignes louées", terwijl de oorspronkelijke tekst een definitie bevat van de woorden "Ligne louée";

2° wordt in onderdeel 20° van de ontworpen coördinatie een definitie gegeven van de woorden "Dienst huurlijnen", terwijl de oorspronkelijke tekst een definitie bevat van het woord "Huurlijn" (1);

3° is in de Franse tekst van onderdeel 22° van de ontworpen coördinatie het lidwoord "la" ingevoegd voor de woorden "destination de points de terminaison" van de oorspronkelijke versie;

4° wordt in onderdeel 35° van de ontworpen coördinatie het woord "vaste" ingevoegd voor het woord "spraaktelefoondienst" van de oorspronkelijke versie;

---

(1) Wat de inspecteur van financiën trouwens heeft opgemerkt in zijn advies van 16 april 1999. Die correctie dient in de ontworpen coördinatie te worden vermeld, ook al is op dat advies geantwoord.

5° zijn in de Franse tekst van onderdeel 41° van de ontworpen coördinatie de woorden "par l'Institut" geschrapt (1);

6° worden in onderdeel 42° van de ontworpen coördinatie de woorden "inzake telecommunicatie" ingevoegd na de woorden "de universele dienstverlening" van de oorspronkelijke versie;

7° wordt in onderdeel 45° van de ontworpen coördinatie het woord "oproeper" gebruikt in plaats van de woorden "bellende klant" van de oorspronkelijke versie;

8° worden in de Franse tekst van onderdeel 46° van de ontworpen coördinatie de woorden "prestataire du service universel" gebruikt in plaats van de woorden "prestataire de service universel" van de oorspronkelijke versie (2);

9° vormt in de Franse tekst van onderdeel 48° van de ontworpen coördinatie de laatste zin geen afzonderlijke zin in de oorspronkelijke versie;

---

(1) In de Nederlandse tekst van de ontworpen coördinatie is wél aangegeven dat de woorden "door het Instituut" geschrapt zijn.

(2) Deze rechtzetting zit eveneens vervat in andere bepalingen van de ontworpen coördinatie waarin de uitdrukking "prestataires du service universel" voorkomt. Zoals bijvoorbeeld in artikel 76, tweede lid, van de ontworpen coördinatie.

10° worden in de Franse tekst van onderdeel 49° van de ontworpen coördinatie de woorden "équipement terminal" gebruikt in plaats van de woorden "appareillage terminal" van de oorspronkelijke versie;

11° worden in onderdeel 51° van de ontworpen coördinatie de woorden "de instellingen" gebruikt in plaats van de woorden "alle instellingen" van de oorspronkelijke versie;

Op het bestaan van die rechtzettingen dient te worden gewezen.

Overigens is, wat artikel 1, onderdeel 23° en de onderdelen 51° tot 53° van de ontworpen coördinatie betreft, in hoofdstuk II van het verslag aan de Koning niet goed aangegeven waar die bepalingen vandaan komen. Voor onderdeel 23° is dat artikel 1, vijfde streepje van bijlage 3 bij de wet van 19 december 1997, voor de onderdelen 51° tot 53° artikel 1, tweede tot vierde streepje van diezelfde bijlage 3.

Artikel 4

In dit artikel zijn rechtzettingen aangebracht die niet zijn aangegeven. Zo :

1° wordt vooraan in de Franse tekst van paragraaf 2 van de ontworpen coördinatie de zin "Tous les autres opérateurs peuvent demander seuls ou ensemble à fournir le service

universel" gebruikt ter vervanging van de zin "Un autre opérateur ou plusieurs opérateurs conjointement peuvent demander à fournir le service universel" van de oorspronkelijke versie;

2° stemmen vooraan in de Franse tekst van paragraaf 3 van de ontworpen coördinatie de woorden wel volledig overeen met die van artikel 86ter, § 1, tweede lid, en § 3, tweede lid, van de oorspronkelijke versie, doch niet met die van artikel 86ter, § 2, derde lid, van die versie (terwijl ook die bepaling in de ontworpen coördinatie wordt opgenomen).

Op het bestaan van die rechtzettingen dient te worden gewezen.

Artikel 6

In de "lijst van de materiële fouten" vervat in hoofdstuk III van het verslag aan de Koning, wordt erop gewezen dat een verschrijving rechtgezet is in de Franse tekst van paragraaf 1, tweede lid, l), van artikel 6 van de coördinatie. Dit artikel van de coördinatie is echter niet onderverdeeld in paragrafen. Het woord "réseaux" is vervangen door het woord "services" in het tweede lid, l). De vermelding van de aangebrachte rechtzetting behoort daaraan te worden aangepast.

Artikel 9

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet aangegeven is. In de eerste zin van het eerste lid van de ontworpen coördinatie worden de woorden "de betrokken netwerkaansluitpunten" gebruikt in plaats van de woorden "de betrokken aansluitpunten" van de oorspronkelijke versie.

Op het bestaan van die rechtzetting dient te worden gewezen, terwijl, wat de Franse tekst betreft, het beter zou zijn te schrijven "les points concernés de terminaison du réseau" in plaats van de woorden "les points de terminaison du réseau concernés".

Artikel 13

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet aangegeven is. In de Franse tekst van paragraaf 2, eerste lid, van de ontworpen coördinatie wordt het woord "il" gebruikt in plaats van het woord "elle" van de oorspronkelijke versie.

Op het bestaan van die rechtzetting dient te worden gewezen, terwijl in de Nederlandse tekst een soortgelijke rechtzetting vereist is.

Artikel 21

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet aangegeven is. In de inleidende zin van de Franse tekst van het tweede lid worden de woorden "l'alinéa 1er" gebruikt in plaats van de woorden "l'alinéa premier" uit de oorspronkelijke versie.

Die rechtzetting behoort te vervallen, aangezien ze in het licht van wat de wetgevingstechniek voorschrijft, niet kan worden aanvaard.

Artikel 22

In de "lijst van de materiële fouten", vervat in hoofdstuk III van het verslag aan de Koning, wordt erop gewezen dat in de Nederlandse tekst van paragraaf 2, tweede lid, q) "de tweede vermelding van het woord 'van' (werd) geschrapt".

Het zou eenvoudiger zijn te stellen dat de woorden "inzake van" werden vervangen door het woord "inzake".

Artikel 23

In de "lijst van de materiële fouten", vervat in hoofdstuk III van het verslag aan de Koning, wordt erop gewezen dat in de Franse tekst van paragraaf 1, tweede lid, c), de woorden "le service de téléphonie mobile" vervangen

zijn door de woorden "un service de téléphonie mobile". Die opmerking stemt echter niet overeen met de tekst van de coördinatie. In de ontworpen coördinatie worden immers de woorden "le service de téléphonie vocale mobile" gebezigd. De tekst van de coördinatie behoort te worden afgestemd op de aangegeven rechtzetting van een verschrijving. In de ontworpen coördinatie behoort dan ook te worden geschreven "un service de téléphonie mobile". Dienovereenkomstig behoort in de Nederlandse tekst van de ontworpen coördinatie te worden geschreven : "een aan het publiek aangeboden mobiele telefoondienst".

In dit artikel zijn correcties aangebracht die niet aangegeven zijn. Zo :

1° worden in paragraaf 1, eerste lid, van de ontworpen coördinatie de woorden "mobiele spraaktelefoondienst" gebezigd in plaats van de woorden "mobiele telefoondienst" van de oorspronkelijke versie;

2° luidt paragraaf 2, tweede lid, van de ontworpen coördinatie als volgt "Behalve de punten bedoeld in artikel ... van deze wet, slaat elk bestek op de punten bedoeld in ...", terwijl de oorspronkelijke versie als volgt luidde "Elk bestek zal slaan op de punten, bedoeld in ..." (1); deze opmerking geldt tevens voor paragraaf 3, tweede lid;

---

(1) De verwijzingen die deze bepalingen bevatten, zijn hier niet overgenomen. Zij zijn in de ontworpen coördinatie in overeenstemming gebracht.

3° worden in de Franse tekst van paragraaf 4, eerste zin, van de ontworpen coördinatie de woorden "de la demande" gebruikt in plaats van de woorden "après la demande" van de oorspronkelijke versie.

Op het bestaan van die rechtzettingen dient te worden gewezen.

Artikel 25

In dit artikel zijn rechtzettingen aangebracht die niet aangegeven zijn. Zo :

1° volgen in het eerste lid van de ontworpen coördinatie de woorden "van de dienst huurlijnen" op de woorden "de nadere regels inzake aangifte", terwijl dat niet het geval was in de oorspronkelijke versie;

2° worden vooraan in het tweede lid van de ontworpen coördinatie de woorden "De overdracht van de exploitatie van een dienst huurlijnen is vrij" gebruikt in plaats van de woorden "De overdracht van een telecommunicatiedienst waarvan de exploitatie onderworpen is aan aangifte is vrij" van de oorspronkelijke versie.

Op het bestaan van die rechtzettingen dient te worden gewezen. Er kan immers worden aanvaard dat nader bepaald wordt dat de telecommunicatiedienst waar het om gaat de "dienst huurlijnen" is, aangezien artikel 25 deel uitmaakt van een specifiek aan die dienst gewijde onderafdeling.

Artikel 26

In de Franse tekst van de eerste zin van paragraaf 5, eerste lid, van de ontworpen coördinatie dienen de woorden "conditions visées" te worden vervangen door de woorden "conditions d'exploitation visées", die in de oorspronkelijke tekst voorkomen.

Artikel 27

In dit artikel zijn rechtzettingen aangebracht die niet aangegeven zijn. Zo :

1° worden in het eerste lid van de ontworpen coördinatie de woorden "de nadere regels inzake aangifte" gevolgd door de woorden "van de andere telecommunicatiediensten bedoeld in artikel 26 van deze wet" die niet voorkomen in de oorspronkelijke versie;

2° worden vooraan in het tweede lid van de ontworpen coördinatie de woorden "De overdracht van een telecommunicatiedienst zoals bedoeld in deze onderafdeling" gebezigd in plaats van de woorden "De overdracht van een telecommunicatiedienst waarvan de exploitatie onderworpen is aan aangifte" van de oorspronkelijke versie.

Op het bestaan van die rechtzettingen dient te worden gewezen. Er kan immers worden aanvaard dat nader bepaald wordt dat "de andere telecommunicatiediensten" waar het om gaat "de andere telecommunicatiediensten bedoeld in

artikel 26" zijn, aangezien de artikelen 26 en 27 deel uitmaken van een specifiek aan die andere diensten gewijde onderafdeling.

Artikel 31

In onderdeel 1° behoort, met het oog op de overeenstemming met de oorspronkelijke tekst "voor een apparaat dat" te worden geschreven in plaats van "voor een apparaat die", zoals trouwens wordt aangegeven in de "lijst van de materiële fouten".

Artikel 32

Dit artikel behoort als volgt te worden gesteld :

"De goedkeuring van een eindapparaat dat vóór ... (dag van inwerkingtreding van artikel 121 van de wet van 21 maart 1991) is afgeleverd door de Regie van telegrafie en telefonie, wordt gelijkgesteld met een goedkeuring afgeleverd door de Minister overeenkomstig de bepalingen van deze wet.".

In de "lijst van de materiële fouten" zou moeten worden aangegeven dat de woorden "eindapparaat die ..." vervangen werden door de woorden "eindapparaat dat ...".

Artikel 38

In het eerste lid dient in de Franse tekst het woord "tous" te worden geschrapt vóór de woorden "les appareils susceptibles".

Deze rechtzetting dient te worden aangegeven.

Artikel 46

Om te voldoen aan het communautair recht is de laatste zin van paragraaf 2 van de oorspronkelijke tekst, namelijk "De vertrouwelijkheid van die inlichtingen wordt door het Instituut gegarandeerd", weggevallen.

Deze weglating dient te worden aangegeven.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 47, zevende lid, in fine.

Artikel 47

In de "lijst van de materiële fouten" in hoofdstuk III van het verslag aan de Koning wordt gemeld dat "(...) aan de Nederlandse tekst een aantal woorden (werden) toegevoegd :".

De aard van de aangebrachte rechtzettingen is verschillend. Het gaat om de volgende rechtzettingen :

1° de laatste zin van het tweede lid van de oorspronkelijke tekst ("Ten einde toe te zien op de naleving van de verplichtingen van dit artikel legt de Minister, op advies van het Instituut, de boekhoudkundige principes vast die moeten worden toegepast") is het zesde lid geworden, zowel in de Franse als in de Nederlandse versie van de ontworpen coördinatie;

2° de eerste zin van de Nederlandse versie van het zevende lid van de ontworpen coördinatie is herschreven.

Deze rechtzettingen dienen te worden aangegeven.

Artikel 49

In dit artikel zijn rechtzettingen aangebracht die niet aangegeven zijn; zo :

1° worden vooraan in het eerste lid van de ontworpen coördinatie de woorden "Elke exploitant van openbare telecommunicatienetwerken" gebruikt in plaats van de woorden "Elke leverancier van een openbaar telecommunicatienet" zoals in de oorspronkelijke versie;

2° worden in hetzelfde lid de woorden "de overige exloitanten van ... openbare telecommunicatienetwerken of ... leveranciers van telecommunicatiediensten" gebruikt in plaats van de woorden "de overige leveranciers van een openbaar telecommunicatienet of van telecommunicatiediensten" zoals in de oorspronkelijke versie;

3° wordt vooraan in het derde lid van de ontworpen coördinatie in de Franse tekst gewerkt met de woorden "L'Institut peut décider de limiter, au cas par cas, cette obligation à titre temporaire" in plaats van met de woorden "L'Institut peut décider de limiter, au cas par cas, à titre temporaire, cette obligation" zoals in de oorspronkelijke versie;

4° worden in hetzelfde lid in de Franse tekst de woorden "est inadéquate eu égard" gebruikt in plaats van de woorden "ne convient pas" zoals in de oorspronkelijke versie.

De derde rechtzetting dient te vervallen omdat ze geenszins de leesbaarheid van de tekst verhoogt. De andere dienen te worden gemeld.

In het eerste lid van de ontworpen coördinatie dient het woord "een" tussen de woorden "van" en "openbare telecommunicatienetwerken" te vervallen.

Artikel 51

In de "lijst van materiële fouten" in bijlage III van het verslag aan de Koning wordt aangegeven dat in de Nederlandse tekst "in het vijfde en zesde lid het woord "absoluut" (werd) geschrapt". Artikel 51 is evenwel in paragrafen ingedeeld. Vanwege die indeling dient nauwkeuriger te worden aangegeven waar het woord "absoluut"

geschrapt is. Voorts komt dit woord nog voor in paragraaf 1, vijfde lid, alsmede in paragraaf 2.

Bovendien zijn de volgende, niet aangegeven, correcties, eveneens aangebracht in de oorspronkelijke tekst :

1° in paragraaf 1, derde lid, van de ontworpen coördinatie is het woord "leveranciers" geschrapt in de inleidende volzin die aan de opsomming voorafgaat en is het begin van elk punt van de opsomming gewijzigd;

2° in paragraaf 2 van de ontworpen coördinatie is het begin van de eerste zin gewijzigd (terwijl in de oorspronkelijke versie staat "Indien leveranciers van openbare telecommunicatienetwerken of aan het publiek aangeboden telecommunicatiediensten ...", wordt in de gecoördineerde versie bepaald dat "Indien exploitanten van openbare telecommunicatienetwerken of leveranciers van aan het publiek aangeboden telecommunicatiediensten ...").

Deze rechtzettingen dienen te worden vermeld.

Artikel 53

In de Franse tekst van de ontworpen coördinatie worden de woorden "que ceux reconnus à un opérateur belge dans son pays d'origine" gebruikt in plaats van de woorden "que ceux reconnus dans son pays d'origine à un opérateur belge", in de originele versie.

Die rechtzetting verhoogt niet de leesbaarheid van de tekst. Ze dient te vervallen.

Artikel 54

1. In dit artikel zijn rechtzettingen aangebracht waarvan geen melding gemaakt is; zo :

1° worden in de Franse tekst van de ontworp coördinatie de woorden "les opérateurs de réseaux téléphoniques publics fixes" gebruikt in de plaats van de woorden "les opérateurs de réseaux publics téléphoniques fixes", zoals in de oorspronkelijke versie;

2° zijn in de ontworpen coördinatie de woorden "de leveranciers van vaste spraaktelefoondiensten" ingevoegd vóór de woorden "en de leveranciers van de huurlijndienst die zijn aangemerkt als hebbende een sterke positie", uit de oorpsronkelijke versie.

Die toevoeging dient te worden aangegeven.

2. Bovendien zou de steller van het ontwerp moeten onderzoeken of het wenselijk is de woorden "de leveranciers" te vervangen door de woorden "de exploitanten", naar het voorbeeld van wat inzonderheid in de artikelen 49 en 51 gedaan is.

Artikel 55

In dit artikel (1) is een rechtzetting aangebracht die niet gemeld is. In paragraaf 1, eerste lid, van de ontworpen coördinatie worden immers de woorden "de wijziging van de nationale nummeringsplannen" gebruikt in plaats van de woorden "wijziging van de nationale nummeringsplannen en de allocatie van de nummeringscapaciteit met het oog op voldoende beschikbaarheid ervan", uit de oorspronkelijke versie.

Deze rechtzetting dient te vervallen omdat ze niet gegrond is op de aan de Koning bij artikel 119 van de wet van 21 maart 1991 verleende machtiging.

Artikel 58

In dit artikel zijn, niet aangegeven, rechtzettingen aangebracht; zo :

1° worden in de ontworpen coördinatie de woorden "de tarieven van deze dienst" gebruikt in plaats van de woorden "de tarieven van de spraaktelefoondienst", zoals in de oorspronkelijke versie;

---

(1) Dat overeenstemt met artikel 105bis van de voormelde wet van 21 maart 1991. Op te merken valt dat dat artikel gewijzigd is bij het voornoemde koninklijk besluit van 6 november 1999. De bij dit koninklijk besluit in dat artikel aangebrachte wijziging is niet opgenomen in de ontworpen coördinatie (zie in dit verband algemene opmerking nr. 2 over het ontwerp in zijn geheel).

2° wordt in de Franse tekst van de ontworpen coördinatie "15" geschreven in cijfers in plaats van voluit, zoals in de oorspronkelijke versie.

De tweede rechtzetting dient te vervallen omdat volgens de wetgevingstechniek getallen voluit en niet in cijfers dienen te worden geschreven.

De eerste rechtzetting dient te worden gemeld.

Artikel 63

In de "lijst van materiële fouten" in bijlage III van het verslag aan de Koning wordt aangegeven dat in paragraaf 2 van de Nederlandse tekst "het woord "contractbepalingen" vervangen (werd) door het woord "contractsbepalingen"". Deze rechtzetting is evenwel niet aangebracht in de ontworpen coördinatie.

Artikel 67

In de "lijst van materiële fouten" in bijlage III van het verslag aan de Koning wordt aangegeven dat in onderdeel 1° van de Franse tekst "het woord "destinées" vervangen (werd) door het woord "destinés"". In de ontworpen coördinatie is evenwel een wijziging van een andere aard aangebracht. De in de oorspronkelijke versie van de Franse tekst gebruikte woorden "en provenance d'autres personnes et destinées à celles-ci" zijn in de ontworpen coördinatie immers vervangen door de woorden "en provenance et à destination d'autres personnes".

De precieze aard van de aangebrachte wijziging dient te worden vermeld.

Bovendien wordt in de oorspronkelijke versie het woord "herkomstig" gebruikt en in die van de coördinatie het woord "afkomstig".

Er dient eveneens een opmerking te worden gemaakt in verband met de voetnoot die over deze bepaling dient te worden opgesteld, overeenkomstig algemene opmerking nr. 1 over de tekst van de coördinatie (bijlage bij het coördinatiebesluit). Artikel 67 van de ontworpen coördinatie stemt overeen met artikel 111 van de voormelde wet van 21 maart 1991, dat gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 30 juni 1994. De wet van 19 december 1997 heeft het voornoemde artikel 111 vernummerd tot artikel 109terD (artikel 77 van de wet van 19 december 1997) en heeft datzelfde artikel 111 (artikel 83 van de wet van 19 december 1997) eveneens opgeheven. In de voetnoot betreffende artikel 67 van de coördinatie dient er te worden op gewezen dat artikel 111 beschouwd is als vernummerd en niet opgeheven in zijn nieuwe nummering (1).

---

(1) Die voetnoot kan bijvoorbeeld als volgt gesteld worden :

"Artikel 67 : artikel 111 van de wet van 21 maart 1991, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 juni 1994, vernummerd tot artikel 109terD bij de wet van 19 december 1997; in onderdeel 1° worden de woorden "..." vervangen door de woorden "...". De wet van 19 december 1997 heft eveneens artikel 111 op. Dat artikel wordt in zijn nieuwe nummering niet opgeheven geacht.".

Artikel 70

In de "lijst van materiële fouten" in hoofdstuk III van het verslag aan de Koning worden twee rechtzettingen betreffende dat artikel vermeld; zo :

1° wordt gemeld dat in het derde lid van de Franse tekst de woorden "données-utilisateurs finales" vervangen zijn door de woorden "données-utilisateurs finals";

2° wordt aangegeven dat in het vierde lid van de Franse tekst de woorden "service de télécommunications à laquelle" vervangen zijn door de woorden "service de télécommunications auquel"".

Artikel 109terC van de wet van 21 maart 1991, dat de oorsprong van de gecoördineerde bepaling is, is evenwel vervangen bij het koninklijk besluit van 4 maart 1999 (artikel 9), dat die rechtzettingen reeds aangebracht heeft. Ze dienen dus niet te worden aangegeven in de ontworpen coördinatie.

Artikel 73

In de "lijst van materiële fouten" in hoofdstuk III van het verslag aan de Koning wordt aangegeven dat in de Nederlandse tekst "de woorden "tegemoetkoming vanwege" ingevoegd" werden. Er dient nauwkeurig te worden aangegeven waar deze invoeging plaatsgehad heeft en dat ook de woorden

"en de" werden ingevoegd (in de ontworpen coördinatie zijn immers ook de woorden "en de" ingevoegd vóór de woorden "tegemoetkoming vanwege").

Bovendien zijn de volgende, niet aangegeven, rechtzettingen, eveneens aangebracht in de oorspronkelijke tekst :

1° in de Franse tekst van de ontworpen coördinatie worden de woorden "fonds pour le service universel des télécommunications" gebruikt in plaats van de woorden "fonds de service universel", zoals in de oorspronkelijke versie;

2° de woorden "universele dienstverlening" en "universele dienstverleners" worden in één woord geschreven.

Wat betreft het "fonds", is het verkieslijk alleen die term in de coördinatie op te nemen, omdat hij reeds omschreven is in artikel 1, 42°, alsmede in artikel 118, § 1, en de rechtzetting ook aan te geven.

Voorts dient de tweede rechtzetting te worden gemeld.

Artikel 74

In dit artikel is een wijziging aangebracht die niet gemeld is. In de ontworpen coördinatie worden immers de woorden "verricht door het instituut" gebruikt in plaats van de woorden "verricht krachtens artikel 16", zoals in de oorspronkelijke versie.

Die rechtzetting is aanvaardbaar, omdat in dat "artikel 16" (te weten artikel 16 van bijlage 1 van de wet van 21 maart 1991) aan het Instituut de taak wordt opgedragen om de bewuste controle te verrichten. Ze dient evenwel te worden aangegeven.

Artikel 75

Er bestaat een gebrek aan overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van artikel 75. In de Franse tekst wordt de uitdrukking "Les exigences de qualité" gebruikt, terwijl in de Nederlandse tekst wordt gewerkt met het woord "basiskwaliteitseisen", dat overeenstemt met de oorspronkelijke tekst. Dat gebrek aan overeenstemming dient te worden weggewerkt.

Artikel 76

Benevens de in hoofdstuk III van het verslag aan de Koning opgesomde rechtzettingen betreffende deze bepaling, zijn in dit artikel rechtzettingen aangebracht die niet aangegeven zijn; zo :

1° worden in het eerste lid van de ontworpen coördinatie de woorden "aansluiting op het openbaar vast basistelefoonnetwerk" gebruikt in plaats van de woorden "aansluiting op het openbare geschakelde telefoonnet", zoals in de oorspronkelijke versie; dezelfde wijziging is

aangebracht in de derde zin van het tweede lid van de ontworpen coördinatie;

2° worden in de eerste zin van het tweede lid van de ontworpen coördinatie de woorden "aansluiting op de basisdienst inzake spraaktelefonie" gebruikt in plaats van de woorden "aansluiting op de basisdienst" van de oorspronkelijke versie;

3° worden in het tweede, derde en vierde lid de woorden "universele dienstverlener" aaneengeschreven;

4° worden in het derde lid van de Franse tekst van de ontworpen coördinatie de woorden "de contrats de raccordement valables" gebruikt in plaats van de woorden "de contrats valables de raccordement" zoals in de oorspronkelijke versie;

5° worden in het vierde lid van de Franse tekst van de ontworpen coördinatie de woorden "de contrats valables et raccordements" gebruikt in plaats van de woorden "de contrats et raccordements valables" zoals in de oorspronkelijke versie.

De in de onderdelen 1° tot 4° aangegeven rechtzettingen dienen te worden gemeld; de in onderdeel 5° vermelde rechtzetting dient te vervallen omdat ze de leesbaarheid van de tekst niet verhoogt.

Artikel 77

In dit artikel zijn rechtzettingen aangebracht die niet aangegeven zijn; zo :

1° zijn in het tweede lid van de ontworpen coördinatie op het einde van de eerste zin de woorden "gemaakt door abonnees", die voorkomen in de oorspronkelijke versie, weggelaten;

2° zijn in hetzelfde lid van de ontworpen coördinatie op het einde van de derde zin de woorden "op het openbaar vast basistelefoonnetwerk" gebruikt in plaats van de woorden "op het openbare geschakelde netwerk" in de oorspronkelijke versie.

De eerste rechtzetting dient te vervallen en de tweede dient te worden aangegeven.

Artikel 79

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet aangegeven is. In de Franse tekst van het vijfde lid van de ontworpen coördinatie is de afkorting "Ne" immers vervangen door de afkorting "Nième".

Deze rechtzetting dient te worden aangegeven.

Artikel 82

De vermelding in de lijst van hoofdstuk III van het verslag aan de Koning van de in de tweede zin van het eerste lid van de Franse tekst aangebrachte rechtzetting is onjuist. In de ontworpen coördinatie is die tweede zin gesteld als volgt : "Par commune fusionnée, il sera installé au moins un poste téléphonique payant public dont le paiement s'effectue tant avec des pièces qu'avec une carte de téléphone ou une carte de débit", terwijl in verband met de gemelde correctie gesteld wordt dat de woorden "commune fusionnée" vervangen zijn door de woorden "de ces entités".

De vermelding van deze rechtzetting dient te vervallen.

Artikel 88

Benevens de vermelding van de rechtgezette "materiële" fout in bijlage III van het verslag aan de Koning, is in dit artikel een rechtzetting aangebracht waarvan geen melding gemaakt is. In de Franse tekst van het eerste lid, onderdeel 1°, van de ontworpen coördinatie worden immers de woorden "services d'urgence" gebruikt in plaats van de woorden "services de secours", zoals in de oorspronkelijke versie.

Er dient melding te worden gemaakt van deze rechtzetting, die gewettigd is omwille van de eenvormigheid

van terminologie (1). Dezelfde opmerking geldt telkens als in de ontworpen coördinatie gewerkt wordt met de woorden "services d'urgence" in plaats van met de woorden "services de secours", die voorkomen in de oorspronkelijke tekst (2).

Artikel 93

In de "lijst van de materiële fouten" in hoofdstuk III van het verslag aan de Koning wordt vermeld dat in onderdeel 3° "het vijfde streepje geschrapt is". Die rechtzetting is evenwel niet aangebracht in de ontworpen coördinatie. Het vijfde streepje met de woorden "storingspercentage per toegangslijn per jaar" is in de ontworpen coördinatie opgenomen als onderdeel 3°, e). De schrapping van dat lid kan overigens niet worden toegelaten omdat ze niet gegrond is op de bij artikel 119 van de wet van 21 maart 1991 verleende machtiging.

In dit artikel van de coördinatie is verder een rechtzetting aangebracht die niet aangegeven is. In onderdeel 5°, b), worden immers de woorden "jour ouvrable" gebruikt in plaats van de woorden "jour de travail", zoals in de oorspronkelijke versie.

---

(1) De uitdrukking "services d'urgence" komt immers reeds voor in de oorspronkelijke tekst (artikel 8, eerste lid, van bijlage 1, dat artikel 97 wordt). Opgemerkt dient te worden dat de vermelding betreffende dit begrip in het verslag aan de Koning geen vrijstelling inhoudt van de verplichting om nauwkeurig aan te geven waar de rechtzettingen in de ontworpen coördinatie aangebracht zijn.

(2) Zoals bijvoorbeeld in artikel 93, 1°, van de ontworpen coördinatie (in de inleidende volzin die aan de opsomming voorafgaat en in c)).

Deze rechtzetting dient te worden gemeld (1).

Artikel 96

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet aangegeven is. In paragraaf 1, eerste lid, van de ontworpen coördinatie wordt het woord "tarief" immers twee keer gebruikt, in plaats van het woord "prijs" in de oorspronkelijke versie.

Deze rechtzetting dient te worden gemeld.

Artikel 98

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet aangegeven is. In de Franse tekst van het eerste lid, onderdeel 8°, van de ontworpen coördinatie worden de woorden "services infokiosques 0900" gebruikt, in plaats van de woorden "services infokiosques de la série 0900" in de oorspronkelijke versie.

Deze rechtzetting dient te worden gemeld.

---

(1) Er dient te worden opgemerkt dat de vermelding betreffende dat begrip "jour ouvrable" in het verslag aan de Koning niet ontheft van de verplichting om nauwkeurig aan te geven waar de rechtzetting in de ontworpen coördinatie aangebracht is.

Artikel 101

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet aangegeven is. In het eerste lid van de ontworpen coördinatie worden de woorden "geïndexeerd op 1 januari 1998" gebruikt, in plaats van de woorden "geïndexeerd op de dag waarop deze bijlage in werking treedt" in de oorspronkelijke versie.

Deze rechtzetting is toelaatbaar omdat krachtens artikel 100 van de wet van 19 december 1997 de bewuste bijlage uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1998. Ze dient evenwel te worden aangegeven.

Artikel 104

In de "lijst van materiële fouten" in hoofdstuk III van het verslag aan de Koning wordt een rechtzetting betreffende dit artikel vermeld. Er wordt immers in gepreciseerd dat in § 1, 3°, van de Nederlandse tekst het woord "kostenloze" vervangen werd door het woord "kosteloze"".

Punt 1.1., 3°, van bijlage B bij bijlage 1 van de wet van 21 maart 1991, dat de oorsprong van de gecoördineerde bepaling vormt, is echter vervangen bij het koninklijk besluit van 4 maart 1999 (artikel 13). Die wijziging is trouwens opgenomen in de ontworpen coördinatie. In de versie die bij dat laatste besluit ingevoegd is, komt het woord "kostenloze" niet voor. Er is dus geen grond om aan te geven dat in de ontworpen coördinatie een rechtzetting aangebracht is.

Artikel 105

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet aangegeven is. In de onderdelen 1° en 2° van de ontworpen coördinatie worden de woorden "artikel 37, §§ 1, 2 en 4 van de wet betreffende de verplichte verzekering inzake ziekenzorg en schadeloosstelling (in feite : voor geneeskundige verzorging en uitkeringen), gecoördineerd op 14 juli 1994 en houdende uitvoering van artikel 49, § 5, derde lid van dezelfde wet" gebruikt in plaats van de woorden "artikel 37, §§ 1, 2 en 4, en houdende uitvoering van artikel 49, § 5, derde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering inzake ziekenzorg en schadeloosstelling (in feite : voor geneeskundige verzorging en uitkeringen), gecoördineerd op 14 juli 1994", zoals in de oorspronkelijke versie.

Deze rechtzetting dient te worden gemeld.

Artikel 109

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet aangegeven is. In de ontworpen coördinatie worden de woorden "op de basisdienst inzake spraaktelefonie aangesloten" gebruikt in plaats van "op het telefoonnet aangesloten" in de oorspronkelijke versie.

Van deze rechtzetting dient melding te worden gemaakt.

Artikel 112

In dit artikel zijn rechtzettingen aangebracht die niet aangegeven zijn. In paragraaf 4, tweede lid, alsmede in paragraaf 7 van de ontworpen coördinatie wordt gewerkt met respectievelijk de woorden "houder van een aansluiting op de basisdienst inzake spraaktelefonie" en "(...) op de basisdienst inzake spraaktelefonie aangesloten" in plaats van met de woorden "houder van een telefoonaansluiting" en "op het telefoonnet aangesloten", zoals in de oorspronkelijke versie.

Deze rechtzettingen dienen te worden aangegeven.

Artikel 116

Benevens de in hoofdstuk III van het verslag aan de Koning opgesomde rechtzettingen betreffende deze bepaling, zijn in dit artikel rechtzettingen aangebracht die niet aangegeven zijn; zo :

1° worden in paragraaf 1, eerste lid, 5°, van de ontworpen coördinatie de woorden "universele telefoongids, bedoeld in artikel 71, § 1, 7°" gebruikt in plaats van de woorden "witte telefoongids" in de oorspronkelijke versie";

2° is in paragraaf 2, in fine, van de coördinatie "basisdienstverlening" geschreven in plaats van "dienstverlening";

3° worden in paragraaf 6 van de ontworpen coördinatie de woorden "universele telefoongids" gebruikt in plaats van de woorden "witte telefoongids" zoals in de oorspronkelijke versie;

4° worden in paragraaf 8 van de ontworpen coördinatie de woorden "worden vastgesteld door de Minister" in plaats van de woorden "worden opgenomen in een ministerieel besluit" zoals in de oorspronkelijke versie;

Deze rechtzettingen dienen te worden aangegeven.

Wat betreft de in onderdeel 1° vermelde rechtzetting, dient te worden opgemerkt dat het omwille van de eenvormigheid van de terminologie gewettigd is de woorden "witte telefoongids" te vervangen door de woorden "universele telefoongids" (1).

Artikel 118

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet aangegeven is. In paragraaf 2, eerste lid, eerste zin, van de ontworpen coördinatie zijn de woorden "voor de universele dienstverlening inzake telecommunicatie" weggelaten terwijl ze voorkomen in de oorspronkelijke versie.

---

(1) De uitdrukking "universele telefoongids" wordt immers omschreven in artikel 1, 36°, als "de universele witte telefoongids, bedoeld in artikel 71, § 1, 7°, van deze wet".

Van deze rechtzetting dient melding te worden gemaakt.

Artikel 120

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet aangegeven is. In het eerste lid van de ontworpen coördinatie zijn de woorden "voor de universeledienstverlening inzake telecommunicatie" toegevoegd na het woord "fonds", terwijl ze in de oorspronkelijke versie niet voorkomen.

Deze woorden zijn overbodig omdat het "fonds" reeds omschreven is in artikel 1, 42°, alsmede in artikel 118, § 1. De rechtzetting dient derhalve te vervallen.

Deze opmerking geldt voor alle bepalingen van de ontworpen coördinatie waarin aan het woord "fonds" de woorden "voor de universeledienstverlening inzake telecommunicatie" zijn toegevoegd (1).

Artikel 125

In de "lijst van de materiële fouten" vervat in hoofdstuk III van het verslag aan de Koning, wordt erop gewezen dat artikel 4, § 7, van bijlage 2 bij de wet van

(1) Zoals bijvoorbeeld in artikel 122, § 1, van de ontworpen coördinatie.

21 maart 1991 "in de codificatie artikel 103, § 7" is geworden. Die bepaling is echter artikel 116, § 7, geworden. Deze verschrijving behoort te worden rechtgezet.

Artikel 128

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet wordt vermeld. In paragraaf 2, eerste lid, van de ontworpen coördinatie worden de woorden "onder andere Internet" gebezigd in plaats van de woorden "met name Internet" van de oorspronkelijke versie.

Op het bestaan van die rechtzetting dient te worden gewezen.

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 130, § 1, 1°, en 132, § 1, 1°, van de ontworpen coördinatie.

Artikel 130

In dit artikel zijn rechtzettingen aangebracht die niet worden vermeld. Zo :

1° wordt vooraan in de paragrafen 1 en 2 van de Franse tekst van de ontworpen coördinatie het woord "téléphonique" ingevoegd tussen het woord "tarif" en het woord "spécial";

2° worden in paragraaf 1, onderdeel 1°, van de Franse tekst van de ontworpen coördinatie de woorden "l'accès aux réseaux de données" gebezigd in plaats van de woorden "l'accès aux réseaux de transport de données" van de oorspronkelijke versie;

3° wordt in paragraaf 1, onderdeel 1°, van de ontworpen coördinatie het woord "datanetwerken" gebezigd in plaats van het woord "gegevensnetwerken";

4° worden in paragraaf 2 van de ontworpen coördinatie de woorden "en het gebruik van datanetwerken, onder andere Internet" gebezigd in plaats van de woorden "en het gebruik van het computernetwerk Internet" van de oorspronkelijke versie.

Op het bestaan van die rechzettingen dient te worden gewezen.

Deze opmerkingen gelden eveneens voor de artikelen 131 en 132 van de ontworpen coördinatie.

Artikel 131

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet wordt vermeld. In paragraaf 1, onderdeel 1°, van de ontworpen coördinatie worden de woorden "met het oog op het verlenen van toegang tot datanetwerken, onder andere, is gratis" gebezigd in plaats van de woorden "met het oog op het verlenen van toegang tot gegevensnetwerken, met name Internet, is gratis" van de oorspronkelijke versie.

Deze rechtzetting - die het gevolg lijkt te zijn van een verschrijving - dient te vervallen, aangezien ze ertoe leidt dat de Franse en de Nederlandse tekst niet meer overeenstemmen.

Artikel 133

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet wordt vermeld. In paragraaf 1 van de ontworpen coördinatie worden de woorden "tot een openbaar telecommunicatienetwerk" gebezigd in plaats van de woorden "tot een basistelecommunicatienet" van de oorspronkelijke versie.

Op deze rechtzetting behoort te worden gewezen.

Artikel 138

Dit artikel is onvolledig. Het dient te worden aangevuld met de wijzigingen die in de oorspronkelijke versie zijn aangebracht bij het koninklijk besluit van 9 juni 1999 (Belgisch Staatsblad van 18 augustus 1999, tweede uitgave), waarbij daarin een onderdeel 8° en een onderdeel 9° zijn ingevoegd.

Artikel 140

In hoofdstuk II van het verslag aan de Koning wordt niet nauwkeurig genoeg aangegeven op welke bepaling dit

artikel teruggaat. In casu gaat het om artikel 73 van de voormelde wet van 21 maart 1991, met uitzondering van paragraaf 2, tweede lid, van dat artikel.

Artikel 145

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet wordt vermeld. In paragraaf 2 van de Franse tekst van de ontworpen coördinatie ontbreken de woorden "et ses arrêtés d'exécution" die in de oorspronkelijke tekst voorkomen voor de woorden "ou une amende administrative de 0,5 % au minimum" doordat ze daarin zijn ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 maart 1999.

Die weglating behoort te worden hersteld, omdat ze lijkt voort te komen uit onachtzaamheid (aangezien diezelfde woorden wél voorkomen in paragraaf 1 van de ontworpen coördinatie, overeenkomstig de bepalingen van de oorspronkelijke versie).

Artikel 150

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet wordt vermeld. In de ontworpen coördinatie ontbreken de woorden "voor Interconnectie, bijzondere toegang en gedeeld gebruik", die in de oorspronkelijke versie volgen op de woorden "de Kamer".

Op het bestaan van die rechzetting dient te worden gewezen.

Artikel 151

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet wordt vermeld. In paragraaf 1 van de ontworpen coördinatie staan alleen de woorden "het Instituut" in plaats van de woorden "het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie" van de oorspronkelijke versie.

Op het bestaan van die rechtzetting dient te worden gewezen.

Deze opmerking geldt eveneens voor de overige bepalingen van de ontworpen coördinatie waar de voormelde woorden zijn weggelaten (1).

Artikel 154

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet is aangegeven. In paragraaf 1 van de ontworpen coördinatie ontbreken de woorden "die bevoegd is voor telecommunicatie" die in de oorspronkelijke versie volgen op de woorden "de minister".

Op het bestaan van die rechtzetting dient te worden gewezen.

---

(1) Zoals bijvoorbeeld artikel 152, § 1, 6°, van de ontworpen coördinatie.

Artikel 162

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet wordt vermeld. In de ontworpen coördinatie worden de woorden "wordt gestraft met een geldboete van 200 tot 10.000 frank" gebezigd in plaats van de woorden "wordt gestraft met een geldboete van tweehonderd tot tienduizend frank" van de oorspronkelijke versie.

Er behoort te worden gewezen op het bestaan van die rechtzetting, die verantwoord is door de bedoeling om de bewoordingen van de strafbepalingen van de ontworpen coördinatie op elkaar af te stemmen.

Artikel 164

In de lijst die vervat is in hoofdstuk III van het verslag aan de Koning wordt gewezen op een rechtzetting die in dit artikel is aangebracht : de verwijzing naar artikel 84 is vervangen door een verwijzing naar artikel 85. Die rechtzetting is echter aangebracht bij de wet van 5 juli 1998. Die rechtzetting behoort dan ook niet te worden vermeld in "de lijst van de materiële fouten". De wet van 5 juli 1998 dient daarentegen te worden vermeld bij de wijzigingen die in dat artikel zijn aangebracht.

Artikel 165

In dit artikel is een rechtzetting aangebracht die niet wordt vermeld. In de Franse tekst van de eerste drie leden van de ontworpen coördinatie wordt de afkorting "F" gebruikt in plaats van het woord "francs" van de oorspronkelijke versie.

Die rechtzetting behoort te vervallen, aangezien ze vanuit wetgevingstechnisch oogpunt niet kan worden aanvaard.

Artikel 168

De redactie van deze bepaling, die overeenstemt met artikel 122 van de wet van 21 maart 1991, moet worden aangepast aan het feit dat in de ontworpen coördinatie ook de wet van 30 juli 1979 is opgenomen. De machtiging die aan de Koning is verleend, geldt immers alleen voor de bepalingen die teruggaan op de wet van 21 maart 1991. Er behoort dan ook te worden aangegeven dat de machtiging niet geldt voor de overige bepalingen, waarvan een volledige opsomming moet worden gegeven (1).

---

(1) Er zij op gewezen dat bij artikel 4 van het voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving en van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven", omtrent welk voorontwerp de Raad van State advies L. 29.958/4 heeft gegeven naar aanleiding van een adviesaanvraag d.d. 6 maart 2000, in de voormelde wet van 30 juli 1979 een bepaling wordt ingevoegd die vergelijkbaar is met artikel 122 van de voormelde wet van 21 maart 1991.

Slotopmerkingen

A. Slotopmerkingen betreffende de bijlagen bij de ontworpen coördinatie :

1. De gecoördineerde inhoudsopgave (vervat in hoofdstuk IV van het verslag aan de Koning) en de concordantietabel (vervat in de kolommen 1 tot 3 van de tabel die voorkomt in hoofdstuk II van het verslag aan de Koning) dienen een bijlage te vormen bij de tekst zelf van de coördinatie.

Wanneer die documenten geen deel uitmaken van het verslag aan de Koning doch een bijlage bij de coördinatie zelf vormen, zijn ze makkelijker in te kijken. Doordat het verslag aan de Koning niet gepubliceerd wordt in bepaalde niet-officiële rechtsbronnen (zoals verzamelingen van wetboeken), zouden die documenten, wanneer ze in dat verslag aan de Koning zouden zijn opgenomen, overigens zeer moeilijk in te kijken zijn.

2. In de concordantietabel zijn de daarin opgenomen bepalingen overigens gerangschikt overeenkomstig de volgorde van de coördinatie en niet overeenkomstig de oorspronkelijke volgorde der bepalingen. Daardoor kan weliswaar makkelijk worden nagegaan op welke bepalingen de artikelen van de coördinatie teruggaan, maar is het veel moeilijker vast te stellen wat van de bepalingen van de voornoemde wet van 30 juli 1979 en van de bepalingen van de voornoemde wet van 21 maart 1991 is geworden. Dat probleem behoort te worden

verholpen door in een extra bijlage een tweede tabel op te nemen met de bepalingen gerangschikt overeenkomstig hun oorspronkelijke volgorde (1).

In de Franse tekst van de concordantietabel moeten bij het vermelden van bepalingen de regels van het citeren worden nageleefd. Zo schrijve men "Art. 1er" en "§ 1er" in plaats van "art. 1" en "§ 1". Bij het verwijzen naar Europese richtlijnen dienen, overeenkomstig het gebruik, de punten in de afkortingen "CE" en "CEE" te vervallen.

3. Bij de coördinatie dienen twee extra bijlagen te worden gevoegd :

a) Een bijlage met een lijst van de bepalingen die niet in de coördinatie zijn opgenomen (2).

In die lijst dienen de bepalingen te worden vermeld die niet voorkomen in de algemene concordantietabel van hoofdstuk II van het verslag aan de Koning.

Bij die lijst dienen de bepalingen te worden gevoegd waaromtrent in de algemene opmerkingen (zie algemene opmerking nr. 4 over geheel de tekst, blz. 7 tot 9) gepreciseerd wordt dat ze niet in de coördinatie hoeven te worden opgenomen.

---

(1) Zie in dit verband punt 9.7. van de voormelde circulaire betreffende de wetgevingstechniek.

(2) Zie in dit verband punt 9.6. van de voormelde circulaire betreffende de wetgevingstechniek.

Voor elke niet gecoördineerde bepaling dient te worden aangegeven om welke reden ze niet opgenomen is (1).

b) De andere bijlage dient aantekeningen ter verantwoording te bevatten betreffende de wijzigingen aangebracht in gecoördineerde bepalingen die teruggaan op de voormelde wetten van 30 juli 1979 en 21 maart 1991 (2). In die aantekeningen dienen de motieven te worden vermeld die de steller van de coördinatie ertoe aangezet hebben de in de oorspronkelijke wetten gebruikte formulering te wijzigen, alsmede de redenen waarom die wijzigingen aanvaardbaar worden geacht. De opmerkingen hebben alleen betrekking op andere dan gewone vormwijzigingen.

In dit verband behoort te worden opgemerkt dat de enkele vermeldingen in hoofdstuk I van het verslag aan de Koning hoegenaamd niet toereikend zijn, omdat de uitleg die erin verstrekt wordt te summier is ten aanzien van de omvang van de overwogen aanpassingen.

---

(1) Het is nuttig er hier aan te herinneren dat een antwoord op het advies van de inspecteur van financiën niet ontheft van de verplichting om aan te geven dat in de ontworpen coördinatie een bepaling weggelaten is (de inspecteur van financiën had inzonderheid opgemerkt dat de omschrijving in artikel 68, 15°, van de wet van 21 maart 1991 niet opgenomen was in de ontworpen coördinatie; waarop geantwoord werd dat de term "reclame" in die bepaling niet meer voorkomt "omdat er geen enkele reden bestond om zo een term te omschrijven aangezien die in zijn gangbare betekenis dient te worden begrepen").

(2) Voor een recent voorbeeld zie de aantekeningen ter verantwoording in bijlage V bij het koninklijk besluit van 14 juli 1994 houdende coördinatie van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering (Belgisch Staatsblad van 27 augustus 1994).

4. Rekening houdend met de voorafgaande opmerkingen dient de ontworpen coördinatie dus in totaal vijf bijlagen te bevatten :

- een bijlage betreffende de niet in de coördinatie opgenomen bepalingen (1);

- een bijlage met de inhoudsopgave van de coördinatie (2)-(3);

- een bijlage met de tabel van de concordantie tussen de coördinatie en de oorspronkelijke wetten (4);

---

(1) Die met geen enkel document van het ontwerp overeenstemt.

(2) Die overeenstemt met hoofdstuk IV van het verslag aan de Koning bij het ontwerp.

(3) Wat die inhoudsopgave betreft, dient daarin dezelfde wijze van nummering van hoofdstukken, afdelingen en onderafdelingen te worden gebruikt als in de ontworpen coördinatie zelf. Zo bijvoorbeeld dient daarin afdeling II van Hoofstuk I van Titel I met hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers te worden genummerd, en niet in Arabische cijfer. Verder dienen in de inhoudsopgave de opschriften eveneens op dezelfde manier te worden geschreven als in de ontworpen coördinatie zelf. Zo dient in de Franse versie van die inhoudsopgave in het opschrift van afdeling 8 (dat VIII wordt) van hoofdstuk I van afdeling IV het woord "Comité" met een hoofdletter te worden geschreven.

(4) Die gedeeltelijk overeenstemt met hoofdstuk IV van het verslag aan de Koning bij het ontwerp.

- een bijlage met de tabel van de concordantie tussen de oorspronkelijke wetten en de coördinatie (1);

- een bijlage met de aantekeningen ter verantwoording (2).

B. Slotopmerkingen van wetgevingstechische aard betreffende de ontworpen coördinatie :

1. In de ontworpen coördinatie zijn de woorden "van dit artikel" (3), "van deze paragraaf" (4), "van deze wet" (5), enz. systematisch toegevoegd. Deze rechtzettingen werden niet alleen niet aangegeven, maar zulke toevoegingen zijn ook overbodig (6).

---

(1) Die met geen enkel document van het ontwerp overeenstemt;.

(2) Die met geen enkel document van het ontwerp overeenstemt.

(3) Zoals bijvoorbeeld in artikel 47, zevende lid, van de ontworpen coördinatie.

(4) Zoals bijvoorbeeld in artikel 55, § 2, derde lid, van de ontworpen coördinatie.

(5) Zoals bijvoorbeeld in artikel 61, § 1, van de ontworpen coördinatie.

(6) De woorden "van deze wet" zijn voorts onjuist omdat "van dit wetboek" dient te worden geschreven (zie de opmerking bij artikel 2 van het coördinatiebesluit).

2. Ten slotte zijn bepaalde misstellingen of onjuiste formuleringen in de oorspronkelijke teksten niet rechtgezet in de ontworpen coördinatie. Inzonderheid dient te worden gewezen op die welke bestaan in het gebruik van de formulering "moet zijn" of "moeten zijn" daar waar "is" of "zijn" dient te worden gebruikt. Voor het overige wordt verwezen naar de circulaire over wetgevingstechniek die bekendgemaakt is op de website van de Raad van State (1).

Die misstellingen of fouten dienen in de gecoördineerde tekst te worden rechtgezet.

---

(1) Adres : http:\\raadvst-consetat.gov.be

La chambre était composée de

Messieurs de Heren	R. ANDERSEN,	président de chambre, kamervoorzitter,
	P. LIENARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	P. GOTHOT, J. van COMPERNOLLE,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	C. GIGOT,	greffier assumé, toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. AMELYNCK, référendaire.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. C. AMELYNCK, referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

C. GIGOT

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN